ARTHUR L. ENO

Les Avocats Franco-Americains de Lowell, Massachusetts

1886 - 1936

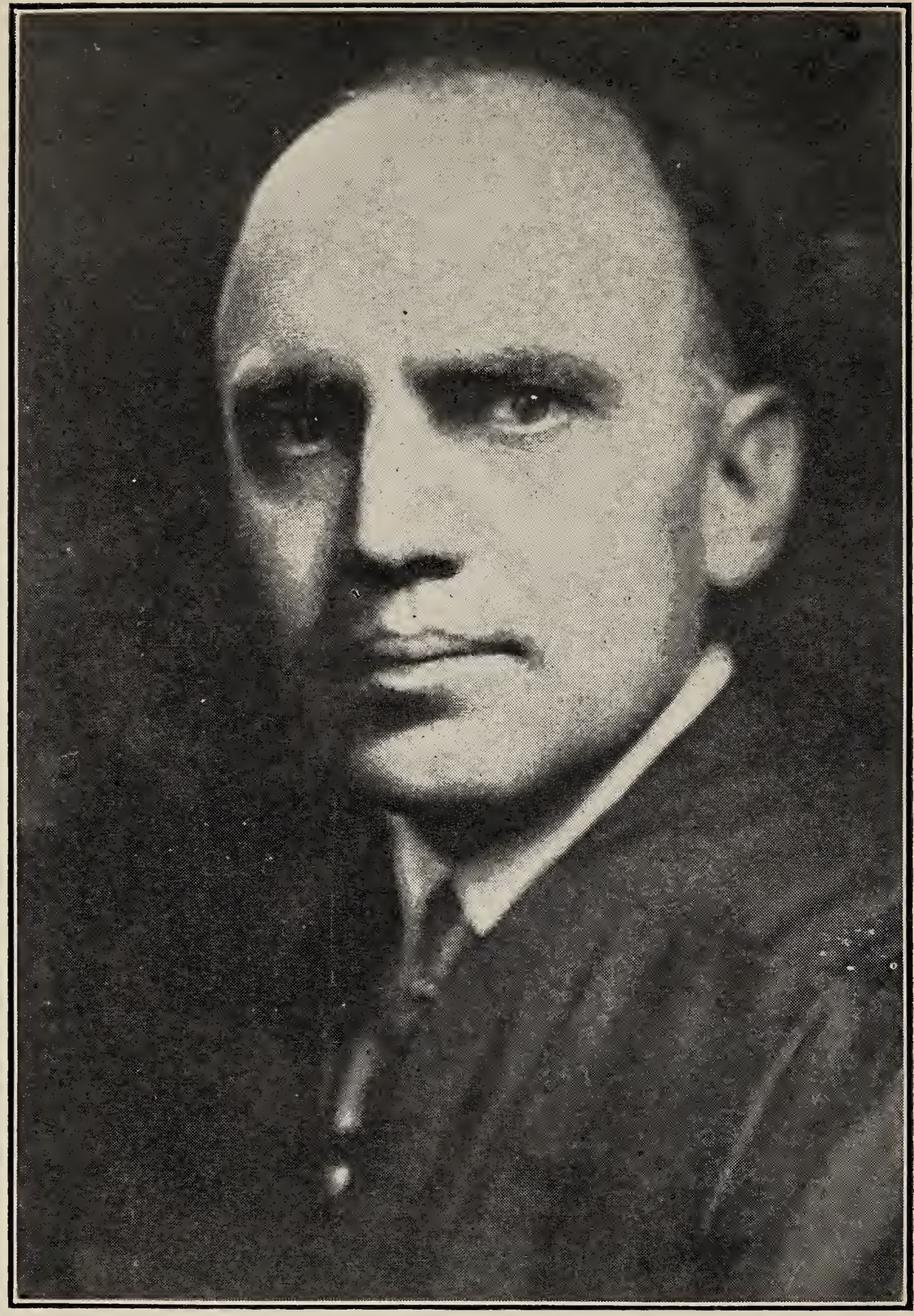
Les

Avocats Franco-Americains

De

Lowell, Massachusetts

1886 - 1936



Arthur L. Eno.

JUGE ADJOINT DE LA COUR DU DISTRICT DE LOWELL

LES AVOCATS FRANCO-AMERICAINS DE LOWELL, MASSACHUSETTS

1886 - 1936

- PAR -

ARTHUR L. ENO

Réimprimé de "L'Etoile," numéro souvenir commémorant
le cinquantenaire de sa fondation, le 24 octobre 1936.

A

MAITRE ALBERT O. HAMEL,

EN SOUVENIR DES JOURS QU'IL EVOQUE,

AVEC LES HOMMAGES

D'UN ANCIEN ELEVE RECONNAISSANT,

CET OPUSCULE

EST RESPECTUEUSEMENT DEDIE

Remerciements à "L'Etoile" pour la composition du texte et l'usage de gravures; aux "Lowell Courier-Citizen", "Lowell Evening Leader", "Lowell Sun," et "Lowell Sunday Telegram," pour l'usage de gravures, et à la "Eno Printing Co,' pour l'imprimerie de cette opuscule.

I

AVOCATS AYANT EXERCE LEUR PROFESSION A LOWELL

II

AVOCATS DE LOWELL AYANT EXERCE LEUR PROFESSION AILLEURS QU'A LOWELL

III

AVOCATS AYANT RESIDE PENDANT QUELQUE TEMPS A LOWELL

Les Avocats Franco-Americains de Lowell, Massachusetts.

1886 - 1936

La ville de Lowell, fondée en 1826, devint une corporation municipale en 1836. L'arrivée des pionniers canadiens-français date de 1845, bien que l'émigration en masse ne commençât que vers 1865.

La fondation de la première paroisse—St-Joseph — date de 1868. Maître Joseph Henri Guillet, qui devait devenir le premier avocat de langue française à Lowell, s'y établit en 1874.

En 1868, Lowell comptait déjà 1200 des nôtres. La plupart d'entre eux avaient émigré aux Etats-Unis, attirés par les salaires que payaient les usines prospères.

Au début de la colonie française à Lowell, habitués à observer les lois, ils n'avaient pas souvent besoin d'avocats.

Pour les légères infractions en correctionnelle, il y avait bien certains interprètes qui, connaissant l'anglais, les conduisaient chez des avocats de langue anglaise, comme cela se fait encore aujourd'hui pour les derniers émigrés des pays d'Europe.

Plus tard, lorsqu'ils décidèrent de s'établir en permanence, en ce pays, ils commencèrent à y acheter des propriétés et vendirent ou louèrent celles qu'ils avaient quittées au pays natal.

Familiers avec le système notarial que la vieille province de Québec a adopté de la France, ils étaient attirés surtout à ceux qui pouvaient s'honorer du titre de "notaire public". C'est pourquoi, dans les premiers jours de la nouvelle colonie, des notaires comme MM. J.-S. Lapierre et Isidore Turcotte, et plusieurs autres dans la suite, bien qu'ils ne fussent point avocats, jouissaient d'une grande clientèle et pratiquaient impunément le droit. Il est à remarquer qu'au Massachusetts, contrairement au système en vogue en France et à Québec, le notariat n'est pas une profession. Un notaire dans cet Etat peut assermenter les personnes, mais il n'a pas le droit de préparer aucun document. C'est là le domaine exclusif de l'avocat qui, en cet Etat, combine les deux professions—le droit et le notariat.

En vertu d'un projet de loi arrêté cette année, il est absolument défendu à qui que ce soit, notaire ou autre, qui n'est pas avocat, de pratiquer le droit, soit en préparant des actes de ventes, contrats, testaments ou autres documents, ou d'autres manières, et quiconque le fait est passible d'une amende assez forte.

Malgré la concurrence des notaires, les avocats franco-américains, en commençant avec M. J.-H. Guillet et continuant avec ses successeurs, ont réussi à s'emparer de ce champ très vaste du droit civil.

Au criminel, c'était d'abord des infractions légères: intempérance, défaillance morale, etc. A mesure que la population augmenta, les délits furent plus nombreux et plus graves. Ce n'est pas à dire que les nôtres retenaient toujours des avocats de leur nationalité. Au contraire, il y avait au début, comme aujourd'hui, beaucoup de racolage. L'individu solvable, appréhendé pour un délit quelconque, recevait la visite d'un particulier, très souvent un interprète sachant l'anglais, quelquefois un ami, qui le conduisait chez un avocat de langue anglaise de son choix, et plus tard allait percevoir de celui-ci la part qui lui revenait.

Cette méthode aussi répréhensible que défendue ne se pratique pas autant aujourd'hui dans les causes criminelles. Cela se pratique encore, malheureusement, pour les causes d'accidents d'automobiles. On peut compter de cinq à six racoleurs pour chaque accident assez sérieux, chacun ayant un avocat de son choix, et de qui il est certain de retirer des bénéfices s'il réussit à lui obtenir la cause. Quelques-uns n'ont pas la décence d'attendre que le patient soit un peu remis de son accident; on le poursuit même jusqu'au lit de l'hôpital.

Inutile de dire qu'un avocat honnête ne court pas après les clients. Il est heureux de les recevoir dans ses bureaux. Il rendra meilleur service que ceux qui emploient des racoleurs.

Méfiez-vous de ces derniers, et mieux encore, dénoncez-les aux autorités. Vous rendrez un service à l'ordre entier des avcoats.

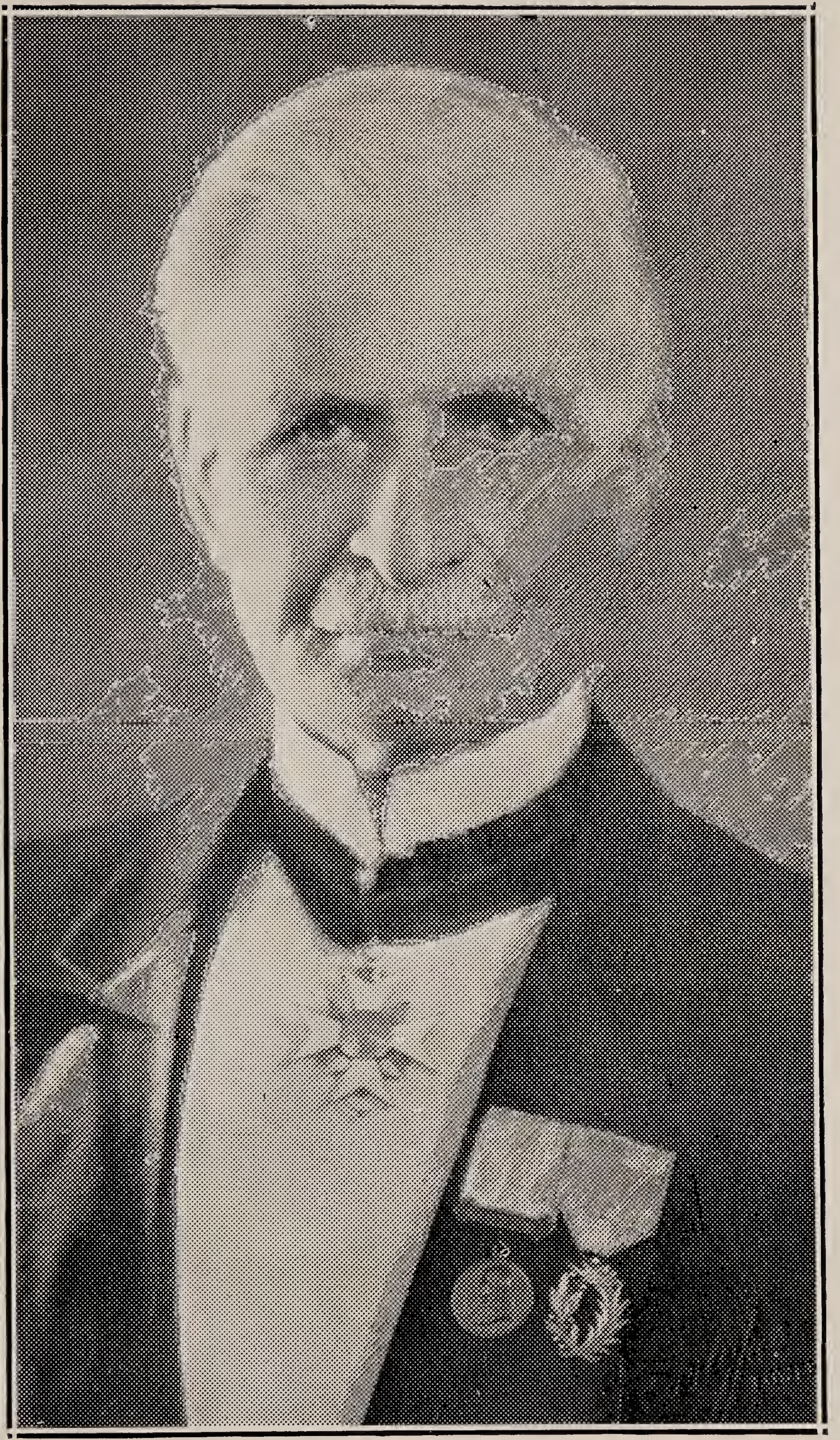
Dans les quarante-huit ans qui suivirent l'arrivée du commandeur Guillet au barreau de Lowell, vingt-deux avocats franco-américains ont exercé leur profession en cette ville. De ce nombre, cinq sont décédés ou disparus, quatre ont transporté leurs pénates ailleurs et treize continuent de pratiquer leur profession en cette ville.

Il faut ajouter les noms de cinq lowellois qui exercent leur profession ailleurs qu'en cette ville, et de cinq autres qui ont demeuré ici pendant qu'ils étaient étudiants.

La population franco-américaine a raison d'être fière de ses avocats. Ils ont tous été de conduite exemplaire et d'honnêteté sans contestation. La plupart sont arrivés au sommet par leurs propres efforts et après un travail acharné et constant.

Ils ont fait et font encore honneur à notre élément, et méritent votre encouragement. C'est en lisant ces notes biographiques que vous vous en rendrez compte.

LE PREMIER AVOCAT FRANCO-AMERICAIN A LOWELL



Feu M. le commandeur Joseph Henri Guillet

Avocats Ayant Exerce Leur Profession a Lowell

- *Joseph H. Guillet (1888-1931)*

"Ceux qui vivent," a dit Victor Hugo,
"Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent, [ce sont
Ceux dont un dessein ferme emplit l'âme [et le front,
Ceux dont le coeur est bon, ceux dont les [jours sont pleins.
Ceux-là vivent, Seigneur! les autres, [je les plains."

M. le commandeur Guillet a bien vécu, parce qu'il a beaucoup lutté. Chaque fois que la langue, la religion, les écoles, ou les sociétés des Canadiens-Français ont été attaquées—et pendant la longue carrière de Me Guillet elles l'ont été bien souvent—il s'est levé comme leur défenseur. Par la parole et par les actes, il fut le chef toujours sur la brèche pour la sauvegarde et la survivance de notre langue et de nos institutions.

Il naquit à Marieville, comté de Rouville, le 11 janvier 1853, du mariage de Jean-Chrysostôme Guillet avec Aurélie Desroches. Il est descendant d'une ligne directe à la neuvième génération de Pierre Guillet, originaire de la vieille province de Saint-Onge, qui passa dans la nouvelle France pour se faire un établissement. Le district de Trois-Rivières fut le berceau de la famille. En janvier 1649, Pierre Guillet épousa Mlle Jeanne de Launey de Saint-Per, au Cap-de-la-Madelaine.

Le jeune Guillet fit ses études au petit séminaire de Sainte-Marie de Monnoir, et fut du nombre de ces jeunes Canadiens d'élite qui s'enrôlèrent dans le régiment des zouaves pontificaux. Il était sous les murs de Rome, lors de la prise de cette ville, le 20 septembre 1870. Après avoir subi la captivité avec ses camarades, il revint au Canada et passa quelques mois au milieu de sa famille.

Il prit alors la détermination d'aller tenter fortune aux Etats-Unis et se rendit à Fall-River, où il demeura jusqu'en 1874. Dès cette année, nous le trouvons parmi les membres fondateurs de l'association Montcalm de Fall-River. Le but de cette société était de raviver par des discussions ayant rapport à l'histoire du pays, le souvenir des hauts faits d'armes de nos ancêtres, qui ont rougi de leur sang valeureux les plaines et les forêts de l'Amérique du Nord.

Cette même année-là, il vint à Lowell prendre charge de l'"Echo du Canada", journal que publiait M. H. Beaugrand. Il ne devait plus quitter cette ville, d'où il travailla sans relâche à l'organisation et à l'avancement de nos compatriotes des Etats-Unis.

Il abandonna bientôt le journalisme pour se livrer à l'étude du droit dans les bureaux de Me William H. Bent, et fut admis au barreau du Massachusetts le 27 févrler 1888. Il consacra, ensuite, tout son temps à sa nombreuse clientèle, refusant toute candidature politique, sauf une fois, en 1884, quand il accepta le poste de conseiller municipal. Il voulait vouer tout le temps qu'il pourrait soustraire à sa profession d'avocat, à ses compatriotes canadiens-français des Etats-Unis. Nous allons voir qu'il a noblement rempli ce rôle de dévouement.

En 1880, M. Guillet était nommé secrétaire de la deuxième convention des Canadiens du Massachusetts, réunis à Worcester. L'année suivante, nous le voyons à la tête du mouvement pour protester contre les accusations du fanatique colonel Carroll D. Wright, chef du bureau des statistiques du travail du Massachusetts, qui, dans son douzième rapport à la législature, accusait les Canadiens d'être les "Chinois de l'Est", "des envahisseurs industriels n'ayant aucun souci des institutions du pays". Il convoqua les Canadiens dans la plus grande salle de la ville, et là, des résolutions énergiques furent adoptées, dénonçant ce rapport

comme faux et injurieux. Bientôt le mouvement se propagea dans toutes les villes de la Nouvelle-Angleterre, et M. Guillet fut chargé d'aller porter ces résolutions à Boston, et d'y demander justice. Sa mission auprès de la législature fut un succès. L'enquête, les 25 et 26 octobre, établit la fausseté des accusations du fameux colonel, et le résultat de cette enquête fut inséré dans le treizième rapport du Bureau des statistiques du travail, publié en 1882.

Cette même année (1881), M. Guillet avait été l'organisateur de la grande célébration de la fête de Saint-Jean-Baptiste à Lowell. Cette magnifique fête, qui avait fait voir le nombre et la force des Canadiens en cette ville, ne contribua pas peu à désabuser ceux qui avaient été tentés d'ajouter foi aux accusations portées contre eux.

Au mois d'octobre de la même année, M. Guillet était élu président de la troisième convention des Canadiens du Massachusetts et du Rhode-Island, à Fall-River. Cette convention eut lieu peu de temps après l'assassinat du président Garfield par le fanatique Guiteau. Les Canadiens profitèrent de leur réunion pour adresser un télégramme de condoléances au secrétaire d'Etat. Ils reçurent la réponse suivante:

"M. J.-H. Guillet, président de la convention canadienne-française à Fall-River, Massachusetts.

"Au nom de la famille éplorée du président Garfield, et au nom de la nation américaine, je vous remercie bien sincèrement pour votre télégramme de condoléances, expédié au nom de vos compatriotes habitant les Etats-Unis."

JAMES G. BLAINE,
Secrétaire d'Etat."

C'est à cette convention que furent arrêtées les conditions de l'audience-enquête dont nous venons de parler à propos des accusations du colonel Wright.

En 1882, M. Guillet fut le délégué de ses concitoyens à la convention canadienne de Cohoes, Etat de New-York.

Cette même année, il réussit à faire établir, par la municipalité de Lowell, des écoles du soir libres et séparées, pour les travailleurs de langue française. Il fut nommé directeur de ces écoles, qui employèrent jusqu'à trente instituteurs de langue française dans une même année. Ces cours du soir ont rendu de très grands services; plusieurs hommes d'affaires de Lowell leur doivent toute leur instruction, et en rendent grâces à leur initiateur.

Parlant de M. Guillet, le maire John J. Donovan, de Lowell, dans son discours d'inauguration, le 1er janvier 1884, disait:

"Dans les écoles du soir de la rue Worthen, les matières supérieures sont enseignées; dans l'école de la rue Common, la ville a été heureuse de s'assurer des services de M. Guillet, un homme instruit parlant la langue française. Cette école est fréquentée par un grand nombre d'adultes qui, n'étant point familiers avec notre langue, en sont aux matières primaires. J'estime que les écoles du soir font un bien inestimable à ceux qui les fréquentent. Ils sont éloignés des tentations des rues et en même temps ils reçoivent une instruction qui leur est très utile."

M. Ferdinand Gagnon, après une tournée dans les principaux centres canadiens de la Nouvelle-Angleterre, en 1884, rendant compte de ses impressions dans le "Travailleur" de Worcester, disait: "Parmi les Canadiens d'avenir, nous plaçons M. J.-H. Guillet au premier rang. Energique, actif, intelligent, il est toujours à l'avant-garde quand il s'agit de défendre ses compatriotes et de les faire progresser."

Cette même année (1884), M. Guillet invitait ses anciens compagnons d'armes, les zouaves pontificaux habitant les Etats-Unis. Vingt-cinq d'entre eux répondirent à son appel et se réunirent à Lowell, où la société canadienne leur fit une magnifique réception. Il y eut d'imposantes cérémonies à l'église Saint-Joseph, des réunions dans les salles publiques et des parades dans les rues. Le tout se termina par un somptueux banquet. C'est à cette oc-

casion que fut fondée l'Union de Charette, dont le but était de rallier les zouaves habitant les Etats-Unis, pour continuer la mission qu'ils s'étaient proposée en allant à Rome: défendre l'Eglise et ses droits, et conserver les traditions du régiment et du pays natal. Cette organisation fut plus tard honorée par son fondateur, le général Baron de Charette, qui vint aux Etats-Unis assister à une de leurs réunions annuelles.

C'est aussi en cette année que l'entreprenant M. Guillet fonda la Société d'imprimerie canadienne-française de Lowell, qui publia l'"Abeille", premier journal quotidien canadien-français des Etats-Unis.

Sa Sainteté Léon XIII, pour récompenser notre éminent compatriote de ses services dans l'établissement des écoles paroissiales, le fit commandeur de l'ordre de Saint-Sylvestre. Les insignes lui en furent remis par Son Excellence, Mgr J.-J. Williams, archevêque de Boston, accompagné de Sa Grandeur Mgr Keane, alors recteur de l'Université de Washington. La cérémonie eut lieu dans l'église Saint-Patrice. Mgr Williams remit en même temps à M. Guillet une lettre très flatteuse de la part du cardinal Ledockowsky, préfet de la Propagande à Rome. Dans la soirée, le vénérable Père Garin, accompagné des Révérends Pères Oblats de Lowell, présidant une nombreuse assemblée de Canadiens-Français réunis à cette occasion, félicita chaleureusement le nouveau décoré de la haute marque de distinction que lui avait conférée le Saint-Père.

Cette même année, M. Guillet, délégué par ses concitoyens, prit une part active à la grande convention nationale de Nashua.

Au mois de mars de l'année suivante, l'organisation de fanatiques connue sous le nom de "The Committee of One Hundred", présentait à la législature du Massachusetts un projet de loi ayant pour but de faire disparaître les écoles paroissiales. Le R. P. Garin pria M. Guillet d'aller représenter la population canadienne-française de Lowell et de sauvegarder ses intérêts. Il réussit, de concert avec d'autres intéressés, à faire rejeter ce projet de loi.

C'est encore M. Guillet qui présida le comité d'organisation de la fête Saint-Jean-Baptiste qui fut célébrée avec tant d'éclat à Lowell, en 1891. Ce fut lui aussi qui fit le discours d'inauguration du collège Saint-Joseph en cette ville.

L'année suivante, il fit un voyage en Europe, et fut de retour à temps pour assister à la réunion des anciens zouaves, convoquée par l'honorable M. Mercier, à sa résidence d'été, à Trourouve, et recevoir la médaille "bene merenti" envoyée par Sa Sainteté Léon XIII aux anciens zouaves.

En 1894, M. Guillet présida le comité d'organisation et la réception faite au R. P. Garin, à son retour d'Europe, où il était allé assister au chapitre de sa congrégation. Il alla au-devant de lui, à New-York; à l'arrivée à Lowell, il lui fit un discours de bienvenue, dans l'église Saint-Joseph, au milieu d'un concours immense de citoyens de toutes les nationalités.

Hélas, cette fête devait être bientôt suivie d'un deuil. Le 16 février suivant, le vénérable Père Garin rendait sa belle âme à Dieu, et M. Guillet, cette fois encore, fut choisi pour présider le comité chargé de trouver les fonds nécessaires à l'érection d'un monument au regretté défunt. Ce fut bientôt fait, et l'on vit s'élever la statue. Oeuvre de M. Philippe Hébert, ancien zouave et camarade de M. Guillet, elle est de grandeur héroïque, et fut inaugurée en novembre 1896. Le soir, il y eut un grand banquet de dix-sept cents convives, présidé par M. Guillet, auquel assistaient Son Excellence Mgr Duhamel, archevêque d'Ottawa; Sa Grandeur Mgr Bradley, évêque de Manchester, N.-H., le représentant de l'archevêque de Boston, les provinciaux des Pères Oblats des Etats-Unis et du Canada, le maire de Lowell, le représentant du gouverneur du Massachusetts et beaucoup d'autres grandes personnalités.

C'est à une réunion tenue le 30 mai 1899, à la Parker House, à Boston, que furent jetées les bases de

la Société Historique Franco-Américaine. La réunion avait été convoquée par M. J.-H. Guillet et avaient répondu à son appel MM. Alphonse Gaulin, plus tard consul général des Etats-Unis à Paris; le Dr Omer Larue, de Putnam, Connecticut; le Dr Auguste H.-E. Brien, de Manchester, N.-H.; H. Tardivel, avocat de Manchester, N.-H.; Auguste-H. Jean, industriel de Lowell, Mass.; et J.-Arthur Favreau, journaliste de Worcester, Mass. Il fut résolu de se grouper, de s'unir, et de fonder une Société Historique Franco-Américaine, dont le but serait l'étude approfondie de l'histoire des Etats-Unis, et tout particulièrement la mise en lumière, en dehors de tout parti pris et de tout préjugé, de la part exacte qui revient à la race française dans l'évolution et la formation du peuple américain, et de faire par là même, une oeuvre de patriotisme, en faisant oeuvre de vérité et de justice.

Le 4 septembre suivant, toujours à la Parker House, la Société Historique Franco-Américaine s'organisa formellement. Trente membres assistèrent à cette réunion et une vingtaine d'autres envoyèrent leur adhésion par lettre.

Après l'adoption des statuts et règlements on fit l'élection du premier bureau avec M. J.-Henri Guillet comme président. Il servit la Société en cette qualité durant trois années consécutives, puis fut son trésorier jusqu'au jour de sa mort. M. Guillet fut aussi président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Lowell, du Cercle Historique de Lowell, du conseil de l'Alliance Française de Paris et de plusieurs autres sociétés de charité et même d'amusements.

Le 9 juillet de cette année, M. Guillet fut fait officier d'Académie, par un arrêté du gouvernement de France en récompense de ses services pour la conservation de la langue française en Amérique.

En 1901, M. Guillet, membre et trésorier du comité d'organisation de la grande convention nationale des Franco-Américains tenue à Springfield, Mass., au cours du mois d'octobre, fut nommé président de cette convention et membre de son comité permanent.

En 1905, il fut constaté qu'un grand nombre de Franco-Américains faisaient partie de sociétés neutres où l'usage de la langue française n'était point permis dans les assemblées et délibérations. Un vibrant appel par la voix de nos journaux et par lettres circulaires fut adressé aux Américains catholiques de langue française les invitant à se réunir en une grande association dont les membres seraient des Américains pratiquant la religion catholique et seraient libres de parler la langue de leur choix.

Le dix mars 1906, sept sociétés qui naguère faisaient partie de ces sociétés neutres se réunirent à Woonsocket, Rhode-Island, et après délibérations, elles votèrent à l'unanimité de fonder cette association qui porte le nom de l'Ordre des Forestiers Franco-Américains.

Basé sur le grand principe de l'assistance mutuelle, guidé par la foi catholique, l'Ordre a pour objet de rallier les Franco-Américains et de contribuer à leur avancement collectif, d'établir et maintenir un fonds pour le secours de ses membres malades et des enfants des membres décédés. M. Guillet fut choisi pour présider à cette nouvelle organisation, charge qu'il occupa pendant neuf années consécutives. L'Ordre des Forestiers Franco-Américains est l'une des trois plus grandes sociétés franco-américaines. M. Guillet fut l'aviseur légal de l'Ordre.

Au mois d'avril 1909, M. Guillet était l'un des fondateurs et organisateurs de l'Orphelinat Franco-Américain de Lowell. Il fut un de ses syndics, le secrétaire et l'aviseur légal depuis sa fondation jusqu'à sa mort.

En 1910, un comité de Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, présidé par Mgr J.-A. Prévost, P. A. P. R., alors curé de Notre-Dame de Lourdes à Fall-River, choisit M. Guillet comme trésorier avec charge de recueillir des fonds nécessaires à la construction d'un arc de triomphe pour le Congrès Eucharis-

tique en septembre de cette année-là à Montréal. En peu de temps, M. Guillet réussit à former une bourse de $1600 par contributions volontaires de nos bons concitoyens franco-américains, et fit ériger le magnifique arc de triomphe dédié par les Franco-Américains à Jésus-Hostie dans la rue Saint-Hubert, où il fut très remarqué et admiré par la vaste multitude des fidèles qui defilèrent sous ce monument, au grand honneur des Franco-Américains.

En 1914, le gouverneur David I. Walsh, du Massachusetts, nomma M. Guillet syndic de l'hôpital de l'Etat à Foxborough, charge qu'il occupa pendant plusieurs années.

Il prit une part active au premier congrès du parler français à Québec, où il fit un rapport très complet et détaillé au sujet de la conservation du parler français chez les Franco-Américains en Nouvelle-Angleterre.

En 1920, M. Guillet fut élu président de la Fédération Catholique Franco-Américaine des Etats-Unis.

En 1921, il reçut une photographie autographe de Sa Sainteté le Pape Benoît XV avec la bénédiction personnelle du Saint-Père.

En 1925, M. Guillet, en compagnie d'une douzaine de ses anciens camarades du régiment des zouaves de Pie IX, se rendit en pèlerinage à Rome, où il eut le bonheur d'être reçu en audience par Pie XI. La réception fut des plus cordiales. Sa Sainteté leur dit dans un très beau discours comment elle était heureuse de bénir ces vieillards qui jadis quittèrent leur pays et leurs familles pour venir offrir leur vie et leur sang pour la liberté du Père commun des fidèles. A leur retour de Rome, les anciens zouaves eurent l'avantage de s'arrêter à Lisieux et de faire une visite à la chapelle des Carmélites, où la petite sainte Thérèse de l'Enfant Jésus s'était tant de fois agenouillée pour prier. Les zouaves pèlerins avaient fait confectionner une bannière en soie qui fut bénie par le Souverain Pontife et présentée à la Supérieure du couvent. Cette bannière, qui porte le nom des zouaves pèlerins, fut immédiatement placée au-dessus de l'autel de la chapelle des Carmélites, pour y rester à perpétuité.

En juin 1926, M. Guillet fut choisi pour présider le comité civique ayant charge de l'organisation des fêtes de trois jours à l'occasion du centenaire de l'Ordre des Oblats de Marie Immaculée. Son comité prépara l'une des plus grandioses célébrations que la ville de Lowell ait jamais vues. La présence de deux évêques et d'un nombreux clergé d'Europe, du Canada et des Etats-Unis avait grandement rehaussé la splendeur de la fête, mais ce qui attira le plus l'attention des citoyens, ce fut la parade à travers les principales rues de la ville de 4000 enfants des écoles paroissiales franco-américaines de Lowell sous la surveillance des soeurs et des frères enseignant dans ces écoles.

M. Guillet épousa Mlle Léa M. Prairie, de Lowell, le 15 août 1877, qui mourut le six avril 1895. Le 6 février 1898, Mlle Clara Chabot, de Haverhill, Massachusetts, devint sa seconde épouse. Elle décéda à Lowell le 20 août 1929.

M. Guillet était membre du Barreau du Massachusetts, de la Cour de District des Etats-Unis, de l'Association du Barreau de Lowell et du Barreau américain. Il fut commissaire de la province de Québec depuis 1888. Il fut aussi l'un des fondateurs de la Caisse Populaire Notre-Dame de Lourdes, à Lowell, et l'un de ses directeurs et présidents pendant plusieurs années; l'un des fondateurs de la Caisse Populaire Jeanne d'Arc, à Lowell, membre de son bureau de direction et son aviseur légal; directeur du "Board of Trade", l'un des fondateurs et membres du bureau exécutif de la Lowell Morris Plan Bank; aviseur légal de l'Association franco-américaine des RR. PP. Oblats de Marie-Immaculée et de l'Orphelinat franco-américain. Il fut membre de nos sociétés nationales et de la Société Historique Internationale de Paris.

Les armes de la famille Guillet, admises dans l'Armorial de France et reproduites dans l'Armorial du

Canada, se lisent ainsi: "D'azura trois fusées d'or en fasce l'une sur l'autre."

M. le commandeur Guillet maintint ses bureaux jusqu'au jour de sa mort, survenu le 5 avril 1931, après une longue maladie. Il avait épousé, en troisième noces, le 20 mars 1931, Mlle Louise Léonard Hurtubise, de Haverhill, Mass., qui lui servait de garde-malade.

Ses funérailles eurent lieu avec faste à l'église St-Jean-Baptiste de Lowell, dont il avait été l'un des premiers paroissiens et où s'étaient réunis les représentants de tous les champs d'activité qu'avait parcourus le distingué défunt.

En disparaissant, il a laissé une trace lumineuse qui montre aux autres le chemin à suivre: Il est grand dans la mort.

Bibliographie: Guide Franco-Américain, éditions de 1916, 1927, 1929 et 1931.

The Civic Leaguer: Vol. II, Nos. 7-9, juillet-septembre 1927, article: "J.-H. Guillet, an Advocate of Advancement."

2- *Francis P. Rivet* (*1889-1907*)

Me Francis P. Rivet, le second avocat franco-américain en cette ville, est né à Joliette, P. Q., le 5 novembre 1851. Il fit ses études au collège de la Pointe-aux-Trembles, près de Montréal, et à l'université McGill, à Montréal. Il enseigna le français à l'Ecole supérieure et à l'Université du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, N.-B. Professant la religion protestante, M. Rivet fut aussi un ancien (elder) de l'église presbytérienne de cette ville.

Il émigra le 29 septembre 1887 à Albany, N.-Y., et de là vint à Lowell pour enseigner dans le collège français protestant de cette ville, qui est maintenant situé à Springfield, Mass., et connu sous le nom de "American International College". Tout en enseignant dans cette école, il étudia le droit dans les bureaux de Mes Pickman & Harvey et fut admis au barreau du Massachusetts le 7 septembre 1889.

Il commença immédiatement la pratique de sa profession en cette ville et continua jusqu'à sa mort le 31 décembre 1907.

Durant l'année 1895, il eut comme associé son ancien élève, Me Albert-O. Hamel, exerçant sa profession sous la raison sociale Rivet & Hamel. Il servit Lowell, sa ville adoptive, comme conseiller de ville et échevin.

M. Rivet avait épousé à Fredericton, N.-B., Mlle Dora A. Howie, de qui il eut quatre enfants: J. Douglas Rivet, major du 5e d'infanterie de l'armée des E.-U., mort au champ d'honneur le 15 octobre 1918 à la bataille de Bois-de-Rappes, fut cité pour bravoure par ses supérieurs militaires; Héléna, qui pendant plusieurs années jusqu'à sa mort, fut secrétaire du procureur municipal de la ville de Lowell; Eléonore, qui lui servit de secrétaire pendant les dernières années de sa vie; et Ethel (Mme Hoyt) actuellement de Pittsfield, Mass., et mère de deux enfants, Shirley et Russell.

M. Rivet a laissé un très bon souvenir de sa vie professionnelle. De son vivant on l'appelait déjà, lorsqu'on parlait de lui: "l'honnête M. Rivet". Sa mort dans la fleur de l'âge coupa court à une carrière qui s'annonçait comme devant être des plus brillantes.

3- *Joseph E. Paradis* (*1889- ?*)

Me Joseph-E. Paradis était avocat du barreau de la Province de Québec depuis déjà huit ans lorsqu'il fut admis au barreau du Massachusetts le 13 septembre 1889.

Cousin du révérend J.-Horace Paradis, alors pasteur du temple français situé au coin des rues Bowers et Fletcher, à Lowell, Me Paradis fut l'associé pendant quelques mois seulement de Me John T. Masterson, de cette ville.

Son souvenir ne semble pas avoir duré plus longtemps que son séjour à Lowell, car personne ne semble savoir ce qu'il est devenu.

LE DOYEN DES AVOCATS FRANCO-AMERICAINS

a Lowell, Massachusetts.



Me. Albert O. Hamel

4- Albert O. Hamel (1894-)

Le doyen des avocats franco-américains exerçant actuellement leur profession à Lowell, est aujourd'hui Me Albert-O. Hamel. Né à Warwick, dans le comté d'Arthabaska, Province de Québec, orphelin de père et de mère à 15 ans, Me Hamel est un exemple frappant des avantages offerts par la grande république américaine à ceux qui veulent vraiment arriver au succès. Il est le fils d'Antoine Hamel et de Lucie Richard. Après la mort de ses parents, il émigra, encore enfant, au Rhode-Island, et de là se rendit à Fall-River, Mass. Obligé de gagner sa vie, il dut travailler tout jeune dans des magasins et des usines. Avec ses propres économies, il put faire un cours d'étude au collège de la Pointe-aux-Trembles, près de Montréal, puis au "American International College", à Springfield, Mass., d'où il gradua en 1890.

Il arriva à Lowell en 1892, etudia le droit dans le bureau de Me Francis-P. Rivet, où il s'appliqua si bien à ses études qu'après quelques mois seulement, il fut admis au barreau du Massachusetts le 12 janvier 1894, et à celui de la Cour de Circuit des E.-U., le 3 octobre 1898.

Pendant l'année suivante, il pratiqua le droit en société avec son ancien précepteur sous la raison sociale Rivet et Hamel.

En 1903, il représenta une cinquantaine de clients, victimes de l'explosion de la "United States Cartridge Company" de South Lowell, dans leurs réclamations de dommages-intérêts contre cette compagnie, et il réussit à effectuer des règlements à l'amiable en leur faveur.

En 1906, en collaboration avec Me William-H. Bent, il défendit Arthur Lafond, accusé du meurtre de Guillaume Vincent et réussit à lui épargner une condamnation à mort et lui obtenir un simple emprisonnement de cinq à sept ans au pénitencier.

En 1909, il défendit encore Henri Ferron, accusé de l'homicide de Florida Larivière, et par ses démarches réussit à le faire incarcérer à Bridgewater pour observation mentale. En 1918, il réussit à faire placer sa cause au dossier, sur sa promesse que Ferron s'en irait au Canada. Il le sauva donc du fauteuil électrique sans même la formalité d'un procès. Cela fut fait sans aucune publicité, comme la plupart des actes de Me Hamel. D'aucuns croient que c'est l'avocat qui se montre le plus souvent au palais qui obtient le plus de succès. On oublie trop l'excellent travail de l'avocat de bureau qui, par ses services, peut souvent sauver une réputation, raccorder un ménage, rendre de multiples services sans que personne en prenne même connaissance. C'est surtout à ce genre de labeur que M. Hamel s'est dévoué. Il n'a jamais recherché la réclame. Il ne s'est jamais occupé de politique, il ne fait partie d'aucun club, d'aucune société. Il est célibataire endurci. Il vit retiré de tous, mais ses intimes et ses clients sont toujours reçus à bras ouverts et prennent plaisir à discuter avec lui les questions d'actualité.

De 1918 à 1933, en vertu d'une nomination du Gouverneur de l'Etat du Massachusetts, il remplit les fonctions de "Public Administrator", pour régler les successions des personnes ne laissant ni testament ni parents dans l'Etat. Depuis plusieurs années, il est aussi commissaire de la Province de Québec.

Il a la distinction d'avoir eu plus d'étudiants en droit dans ses bureaux que n'importe quel autre avocat en cette ville. Ces étudiants exercent le droit aujourd'hui aux quatre coins de la Nouvelle-Angleterre.

Parmi ceux-ci est l'auteur de cet opuscule, qui désire lui témoigner ici publiquement son estime, son admiration, et sa reconnaissance pour sa générosité, son désintéressement et sa patience. S'il est avocat lui-même aujourd'hui, il le doit, en très grande mesure, à l'aide qu'il a reçue de M. Hamel, alors qu'il avait beaucoup besoin d'encouragement.

Un autre est Me Allen Gerson,

qui, après son admission au barreau, fut son associé, sous la raison sociale Hamel & Gerson, jusqu'au temps où ce dernier ouvrit des bureaux avec Mes Albert-J. Blazon et Dewey-G. Archambault au commencement de 1936. Mes Charbonneau et Soucy ont aussi reçu de lui leurs premières leçons dans la pratique du droit.

M. Hamel exerce toujours activement sa profession dans le bureau qu'il occupe depuis plus de vingt-cinq ans, pièce 302, édifice Hildreth.

5- *Louis M. Lemerise (1894-1919)*

Me Louis-M. Lemerise n'a exercé le droit à Lowell que trois ou quatre ans. Admis au barreau du Massachusetts le 14 septembre 1894, il fut l'associé de Me James Stuart Murphy, de cette ville.

Il avait fait des études au collège St-Charles Borromée, à Sherbrooke, P. Q. Il fut pendant plusieurs années correspondant du "Boston Post" et autres journaux.

Il avait épousé Jeanne Drouin. Après avoir quitté Lowell, il exerça sa profession pendant quelque temps à St-Johnsbury, Vermont. On croit qu'il décéda après la grande guerre, vers 1919, à Montréal, Canada.

6- Jean B. D. Jacques (1895-1911)

Me Jean-Baptiste-D. Jacques est né à Lowell en 1873, de Jean-Baptiste Jacques et d'Herméline Blanchard.

Il fit ses études au couvent St-Joseph et au grand séminaire des Trois-Rivières, dans la Province de Québec.

Il étudia le droit dans les bureaux de Mes Trull & Wier et fut admis au barreau du Massachusetts le 19 juin 1895. Il est devenu membre aussi du barreau des Etats du Maine et du New-York.

Me Jacques s'est beaucoup intéressé aux sociétés de secours mutuels, notamment l'Association Catholique, de laquelle il était président lors de l'inauguration de sa nouvelle bâtisse en 1900.

En 1902, il quitta Lowell pour s'installer à Salem, Mass., où il exerça sa profession jusqu'au jour de son décès, le 14 février 1911.

Il fut avocat pour la défense dans la cause célèbre de Wilfrid Blondin, accusé du meurtre de son épouse et trouvé coupable au second degré d'homicide.

En 1896, il avait epousé à Lowell Maria DesRosiers, de qui il eut trois fils, dont un seul, Wolfred, né le 10 mai 1901, lui survit. Ce dernier et sa mère vivent actuellement à Lowell.

7- Joseph Monette (1896-)

Me Joseph Monette, un des plus brillants orateurs franco-américains de la Nouvelle-Angleterre, naquit à St-Martin, dans la Province de Québec le 11 décembre 1869. Il est le fils de Joseph Monette et de Louise Paré. Il fit ses études classiques au collège Ste-Thérèse de Blainville, P. Q. et son droit à l'université Harvard.

Admis au barreau du Massachusetts le 19 octobre 1896 il exerça d'abord sa profession à Lowell jusqu'en 1902, puis transporta ses pénates à Lawrence, Mass., où depuis il pratique le droit avec succès.

Il épousa Ubaldine Landry, de qui il eut quatre enfants: Lucille, Claire, Joseph et Paul Monette.

Depuis 1919, il est avocat pour le Bureau du Travail et des Industries de l'Etat du Massachusetts.

Il y a quelques années, il se présenta au poste de State Auditor, mais fut malheureusement défait par l'invincible Alonzo B. Cook.

Il est membre de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique, des Artisans Canadiens-Français, et un des fondateurs et directeurs de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts.



Me. Albert J. Blazon

8- *Albert J. Blazon* (*1903-*)

Fils de François-X. Blazon et d'Hermine Descheneaux, Me Albert-J. Blazon naquit à Suncook, N.-H., le 3 mai 1879. Sa famille s'établit à Lowell en 1886.

Pendant son enfance, il fut un des petits porteurs du journal l'"Etoile", le soir, tandis que le matin il vendait le "Morning Mail".

Il fréquenta l'école St-Joseph, les écoles publiques Cabot et Green, recevant un diplôme de cette dernière en 1893, et le "Lowell High School", d'où il gradua en 1897.

Ensuite, il sollicita des annonces pour l'"Etoile", travailla pour la compagnie Sampson & Murdock, qui publie les annuaires d'adresses, et enseigna aux cours du soir à la "Green School", de laquelle il fut pendant quatre années assistant-directeur.

Il commença ses études de droit dans les bureaux de Me J.-H. Guillet et les compléta à l'Université de Boston en 1903.

Pendant qu'il étudiait le droit, il fut interprète français dans plusieurs cours de justice en Nouvelle-Angleterre.

Il fut admis au barreau du Massachusetts le 21 août 1903. Depuis cette date jusqu'en 1910, il fut associé avec Me Guillet dans la pratique de sa profession.

De 1910 à 1927, il fut l'associé de l'honorable James-E. O'Donnell, ex-maire de la ville de Lowell et actuellement juge adjoint de la Cour du District de Lowell.

Entre 1927 et 1931, il fut associé avec Me Napoléon-J. Vigeant, ce dernier s'occupant surtout d'un bubeau auxiliaire ouvert par MM. Blazon et Vigeant à Lawrence, Mass.

Depuis 1931, il est associé avec l'honorable Dewey-G. Archambault, actuellement maire de la ville de Lowell, dans l'édifice Hildreth.

Me Blazon, dont deux associés sont déjà devenus maires, et dont le troisième le sera certainement avant bien longtemps, a depuis l'âge de 21 ans été mêlé à la vie politique.

De 1901 à 1907, il fut enrégistreur des votants, ayant été nommé à cette charge par le maire de Lowell, le colonel Charles A. Dimon. Il démissionna de cette charge en 1907 pour devenir évaluateur de Lowell, charge qu'il occupa jusqu'en 1923.

Le 1er juillet 1926, il était nommé par le gouverneur du Massachusetts, Alvan T. Fuller, membre de la nouvelle commission des finances de Lowell pour cinq ans. En 1931, le gouverneur Joseph B. Ely renouvela son mandat de cinq ans.

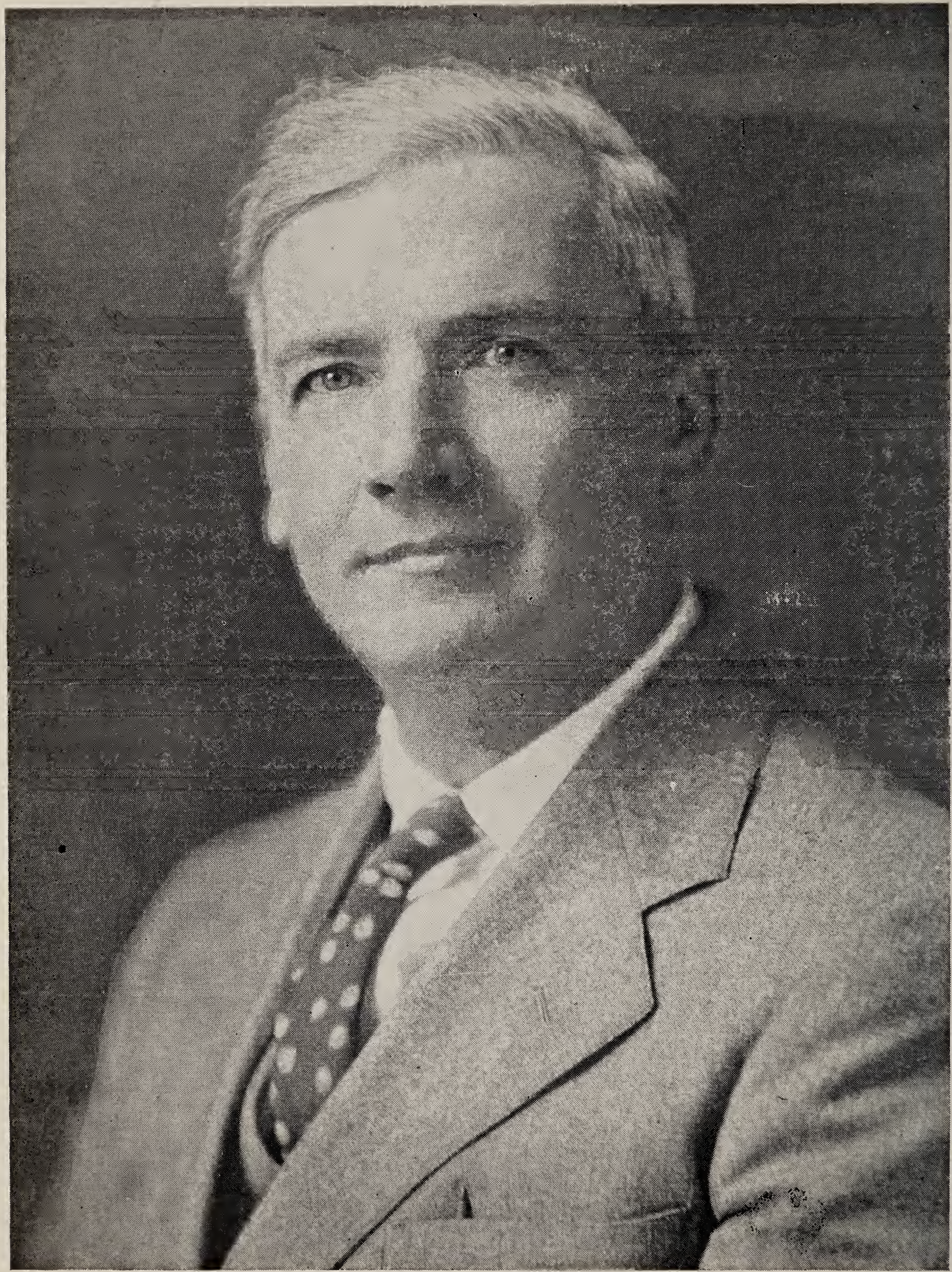
Il résigna ce poste en janvier 1936 pour devenir le premier trésorier d'origine française de la ville de Lowell, ayant été nommé à ce poste de confiance par Son Honneur le maire Dewey-G. Archambault.

Me Blazon fut un des avocats dans les fameuses causes Fortier et Théberge, accusés du meurtre d'un nommé Tallon.

C'est lui qui prépara les papiers d'incorporation des clubs Fleur-de-Lys, Social de Pawtucketville, Social de Centralville et LaFayette.

Il est un des fondateurs du club LaFayette, en fut le premier secrétaire et le deuxième président. Il est aussi un des fondateurs et est encore directeur de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts. Il est membre des clubs Social de Pawtucketville et Fleur-de-Lys, de l'Association Catholique et du comité des finances de cette dernière.

Il épousa le 26 septembre 1921 Grace Martin, fille de Mizaël Martin et d'Albertine Gagnon, tous deux depuis décédés.



Me. Henri V. Charbonneau

9- *Henri V. Charbonneau* (*1909-*)

Troisième fils d'une famille de quatorze enfants, Me Henri-V. Charbonneau naquit à Lowell le 3 février 1884. Ses parents, Paul H. Charbonneau et Philomène Langelier, avaient émigré à Lowell de St-Hyacinthe, P. Q., avec beaucoup de courage mais peu de ressources, comme la plupart de leurs compatriotes. Ils n'étaient pas en état de payer pour l'éducation de leur fils, et celui-ci dut, par son courage, son ambition et son travail, gagner le nécessaire. Il travailla dans des cordonneries et des bureaux et enseigna privément, ce qui lui permit de faire ses études.

Il fit ses études au collège St-Joseph et à la "Lowell Evening High School". Il continua ses études à l'école préparatoire de la Y. M. C. A. de Boston et sous la direction d'un précepteur privé. Il étudia la tenue des livres au "Lowell Commercial College". Il fit son droit à la "Northeastern University School of Law", où il fut fait bachelier en droit en 1909. Il suivit ensuite des cours à l'université Harvard, où il se spécialisa en économie politique, gouvernement, argumentation, et autres sujets propres à la pratique du droit.

Il fut admis au barreau du Massachusetts le 9 février 1909. En juillet de la même année, il entra dans le bureau de Me Albert-O. Hamel, pour se familiariser avec la pratique du droit, et le 1er septembre suivant, s'installa à son compte au numéro 327, édifice Hildreth.

Ses études étaient terminées, mais il ne lui restait pour tout actif que les dettes qu'il devait à l'université Harvard pour une partie de ses cours. Avec d'autre argent emprunté, il réussit à aménager un bureau, et plein de courage, il attendit ses premiers clients. Sa première année fut bien difficile, mais le succès ne tarda pas à lui sourire. Celui qui le partit sur la voie du succès fut M. Charles Lajoie, marchand de charbon, propriétaire d'un terrain avec dépendances dans la rue Lincoln, à Lowell, qu'il occupait pour son commerce. La ville de Lowell venait d'obtenir de la Cour supérieure un bref ordonnant la suppression du passage à niveau de la rue Lincoln. En supprimant ce passage, on avait construit un mur de quinze pieds devant la propriété de M. Lajoie, fermant à celui-ci l'accès dans la rue. La ville refusa de l'indemniser, prétendant que le terrain appartenait à la compagnie du chemin de fer N. Y., N. H. & H., successeur du Framingham & Lowell Railroad, et qu'aussi la saisie effectuée, étant dûment enrégistrée, confirmait les titres du terrain à la compagnie du chemin de fer.

Me Charbonneau intenta une poursuite en dommages-intérêts, alléguant l'illégalité de la saisie. La Cour lui donna gain de cause, et sur un appel de la compagnie à la Cour suprême, la saisie fut encore déclarée invalide et M. Lajoie perçut une indemnité.

L'année suivante, à sa grande surprise, M. Lajoie aperçut, un beau matin, des employés de la compagnie du chemin de fer démolissant ses bâtisses. Me Charbonneau intenta immédiatement une nouvelle action en dommages-intérêts. La compagnie les paya et finit par acheter le terrain.

Durant la guerre mondiale, le comité préposé au contrôle du chauffage saisit le charbon de M. Lajoie. Me Charbonneau intenta une autre action en dommages-intérêts et la décision de la Cour suprême de l'Etat, dans cette cause est considérée un précédent en droit constitutionnel.

En 1917, M. Charbonneau fut élu délégué à la convention pour réviser la Constitution de l'Etat et s'occupa de ce devoir durant les trois étés qui suivirent.

Me Charbonneau était donc définitivement lancé vers le succès.

En 1929, il fut nommé par le maire Thomas-H. Braden procureur municipal, poste qu'il occupa pendant trois années consécutives, étant le premier des nôtres à remplir cette

importante fonction. Durant l'exécution de son mandat, il représenta la ville de Lowell dans un grand nombre de causes importantes.

Plus tard, il fut choisi par l'Association des contribuables de la ville avoisinante, Lawrence, comme son avocat. Il plaida pour ces contribuables plusieurs causes, entre autres une qui enjoignit le paiement de $250,000 contracté illégalement par les officiels de Lawrence.

Il représenta aussi une association semblable pour le village de Methuen. Il a plaidé plusieurs autres causes importantes, et souvent pour d'autres avocats. Il est aussi avocat de la succession de feu Jacques Boisvert, de Lowell.

Pendant plus de vingt ans, M. Charbonneau a été le trésorier de l'Association du barreau de Lowell. Il est membre de plusieurs sociétés et clubs franco-américains. En 1929, il fut délégué du conseil Ste-Thérèse à la convention de Burlington, Vermont, de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique. En 1933, il représenta le conseil Carillon à la convention de la même société à Hartford, Connecticut.

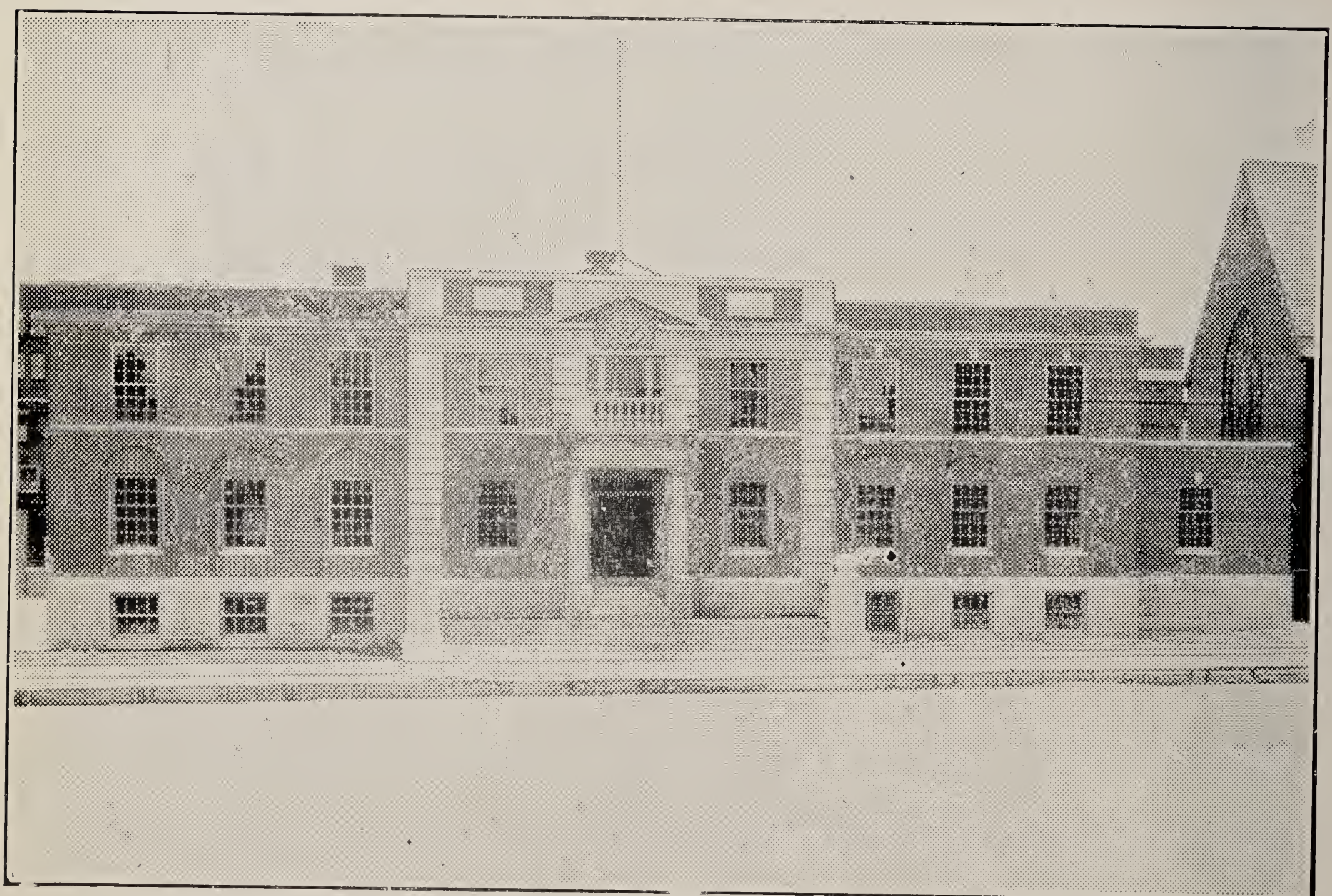
Il épousa, le 17 octobre 1916, Alice Pratte, de Lowell, de qui il eut trois enfants:

Alice Marguerite, née le 4 mai 1918, élève au collège Radcliffe, à Cambridge;

Yale Henry, né le 19 décembre 1919, élève en première année au Boston College;

Claude Maurice, né le 5 août 1921.

Il demeure avec sa famille au numéro 980, rue Moody, et ses bureaux sont encore situés dans l'édifice Hildreth.



COUR DU DISTRICT DE LOWELL DEPUIS 1926



10- George H. Allard, Jr., (1910-   )

Georges-H. Allard, fils de Georges-H. Allard et de Ellen Tackett, est né à Sioux City, Iowa, le 4 septembre, 1888.

Ses parents vinrent s'établir à Lowell en 1898. Le jeune Georges étudia à l'école publique ~~Green~~ Edson, à Lowell, recevant son diplôme en 1903, puis au "Lowell High School", graduant en 1907.

Il fut colonel du régiment militaire de cette dernière institution en 1907 ainsi que trésorier de la classe finissante.

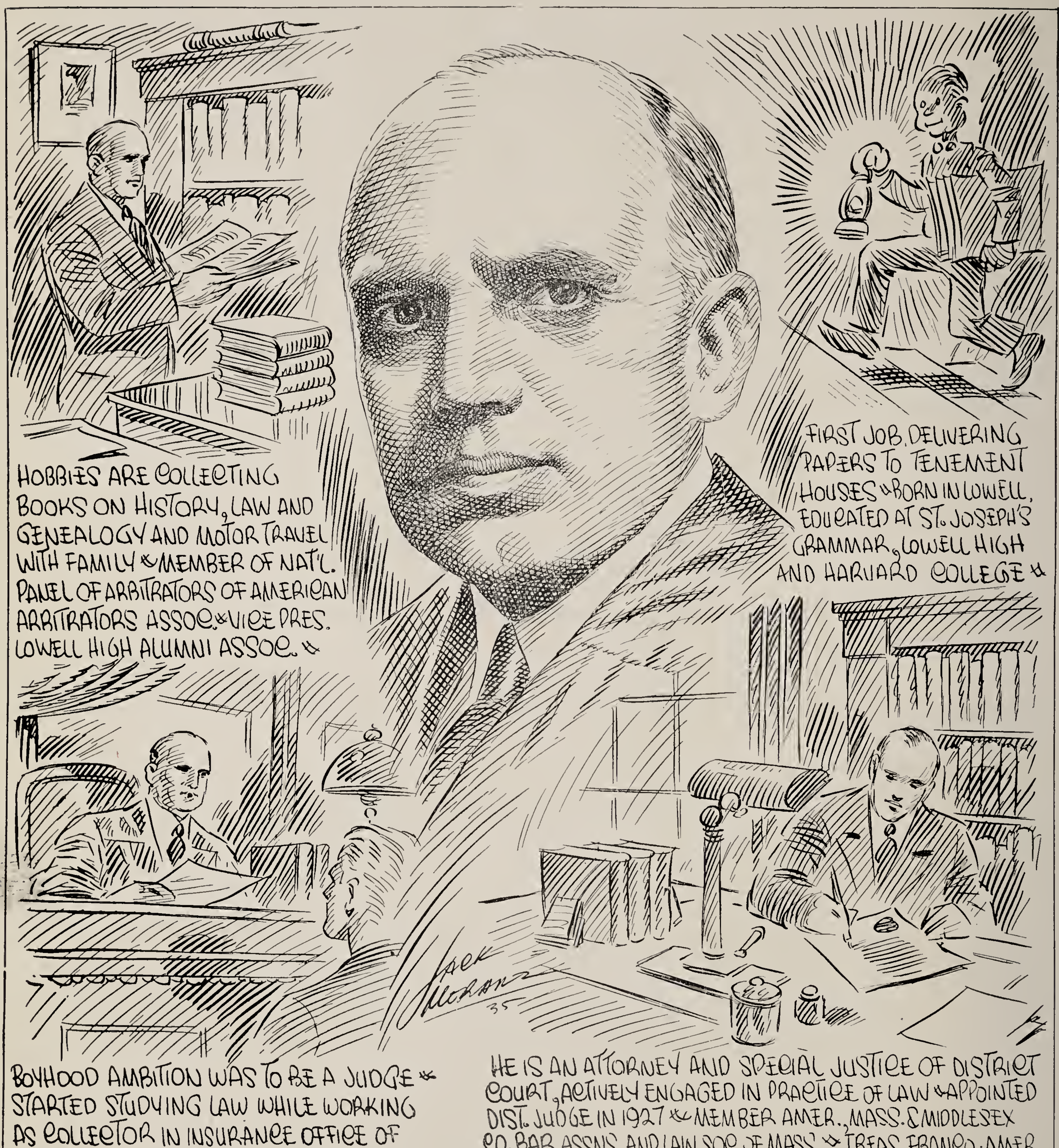
Il étudia le droit à l'Université de Boston, recevant le grade de bachelier en 1910, et fut admis au barreau le 23 août de la même année.

Il ouvrit des bureaux immédiatement dans l'édifice Hildreth, où il exerce encore sa profession.

Il s'enrôla en 1917 dans l'armée américaine et reçu un brevet de sous-lieutenant du Q. M. C. en 1918 au camp Meigs, en Virginie.

Le 21 juin 1921, il épousa Rose Cullinan, de cette ville, de qui il eut deux enfants, Dolorès et Georges-Paul.

Il est membre des Chevaliers de Colomb.


HOBBIES ARE COLLECTING BOOKS ON HISTORY, LAW AND GENEALOGY AND MOTOR TRAVEL WITH FAMILY ✶ MEMBER OF NAT'L. PANEL OF ARBITRATORS OF AMERICAN ARBITRATORS ASSOC. ✶ VICE PRES. LOWELL HIGH ALUMNI ASSOC. ✶
FIRST JOB, DELIVERING PAPERS TO TENEMENT HOUSES ✶ BORN IN LOWELL, EDUCATED AT ST. JOSEPH'S GRAMMAR, LOWELL HIGH AND HARVARD COLLEGE ✶
JACK MORAN 35
BOYHOOD AMBITION WAS TO BE A JUDGE ✶ STARTED STUDYING LAW WHILE WORKING AS COLLECTOR IN INSURANCE OFFICE OF F.C. CHURCH CO. ✶ ADMITTED TO PRACTICE IN 1914 AT AGE 21 ✶ DURING WAR, SERVED AS 2ND LIEUT. IN Q.M.C. GEN'L. OFFICE, WASH. D.C. ✶ MEMBER AMER. LEGION, MILITARY ORDER OF WORLD WAR, EXEC. COMM. FRANCO-AMER. CIVIC LEAGUE OF MASS. ✶
HE IS AN ATTORNEY AND SPECIAL JUSTICE OF DISTRICT COURT, ACTIVELY ENGAGED IN PRACTICE OF LAW ✶ APPOINTED DIST. JUDGE IN 1927 ✶ MEMBER AMER., MASS. & MIDDLESEX CO. BAR ASSNS. AND LAW SOC. OF MASS. ✶ TREAS. FRANCO-AMER. HISTORICAL SOC. ✶ C.M.A.C. ✶ TRUSTEE MECHANICS SAVINGS BANK ✶ MARRIED TO CLAIRE B. LAMOUREUX ✶ 2 SONS, ARTHUR L. JR., AND PAUL ALBERT AND ONE DAUGHTER, JACQUELINE ✶
Arthur L. Eno

11- L'honorable Arthur L. Eno (1914-)

Le désir de faire de cet opuscule un historique des avocats franco-américains de Lowell aussi complet que possible nous oblige d'ajouter ici certaines notes biographiques prises du "Guide Franco-Americain" de 1935 et du numéro de juillet-septembre 1927 du "Civic Leaguer," que nous publions après les avoir revues et corrigées, mais sans aucun commentaire.

L'honorable Arthur-L. Eno est né à Lowell, le 20 mars 1892, du mariage de William Eno et d'Odile Chenail. Il est descendant direct à la huitième génération de Pierre Eno, dit Canada, né en 1630 a Rouen, en Normandie, soldat dans la compagnie de Saurel du régiment de Carignan, et qui arriva au Canada en 1665 et épousa Marie-Anne Ratel à Sorel en 1688.

M. Eno fit ses études au collège St-Joseph, au "Lowell High School" et à l'Université Harvard.

Comme ses confrères qui l'avaient précédé, M. Eno a dû travailler pour obtenir son éducation. Il commença à l'âge de neuf ans à vendre le journal l'"Etoile" de maison en maison dans le district même où sont actuellement situés les bureaux de ce journal qui célèbre cette année le cinquantenaire de sa fondation. En 1906-1907, il était teneur de livres dans l'épicerie Lamontagne, rue Merrimack, et plus tard commis dans un magasin de thés et cafés, et ensuite dans un bureau d'assurance pour M. Fred-C. Church, de cette ville.

Il étudia le droit dans les bureaux de Me Albert-O. Hamel et fut admis au barreau du Massachusetts le 20 février 1914, à l'âge de 21 ans; à celui de la Cour du District des Etats-Unis le 13 avril 1915, et de la Cour Suprême des Etats-Unis le 21 octobre 1918.

En 1906, il fut un des fondateurs de la Garde des Saints-Anges, fut 1er lieutenant de la Cie B, et plus tard adjutant du bataillon de cette organisation.

Avec le concours de son ami intime, M. Roderigue-E. Jodoin, il fonda, en 1912, l'Association des Anciens Elèves du collège St-Joseph, en fut un des directeurs de 1912 à 1914, président en 1927 et doyen en 1928. Il fut élu en 1934 le premier président honoraire de la Fédération des Anciens Elèves des Frères Maristes de Lowell, Lawrence et Manchester. Il est aussi, depuis plusieurs années, vice-président de la "Lowell High School Alumni Association."

Le 11 décembre 1917, il s'enrôla soldat volontaire dans l'armée américaine et fut assigné au "Quartermaster Corps", au camp Joseph E. Johnston, en Floride, où il fut caporal et sergent, et où il suivit un cours d'étude pour officiers et enseigna le français aux autres étudiants. Le 9 août 1918, il fut nommé sous-lieutenant, Q. M. C., U. S. A., et assigné aux bureaux du quartier-maître général de l'armée, à Washington, D. C. Il fut licencie honorablement le 20 décembre 1918.

En Floride, il avait été choisi président du Lowell Club du camp Joseph-E. Johnston.

A son retour à Lowell, après la guerre, il rouvrit les mêmes bureaux qu'il avait quittés pour s'enrôler.

Le 9 mai 1919, il fut nommé par le maire Perry D. Thompson membre de la "Lowell Memorial Public Building Commission" pour ériger une salle publique au coût de $1,000,000 en mémoire des soldats et marins de la ville de Lowell. Il fut nommé secrétaire de cette commission. Lors de la dédicace de ce monument, en 1922, il représenta la commission à la réception de Calvin Coolidge, alors vice-président des Etats-Unis.

De 1922 à 1928, il eut comme associé Me Raymond-P. Bourgeois, et de 1926 à 1928, le frère de celui-ci, Me Albert-L. Bourgeois, pratiquant sous la raison sociale Eno & Bourgeois. Cette firme fut dissoute le 31 décembre 1927.

Le 17 août 1927, il fut nommé par le gouverneur du Massachusetts, Alvan T. Fuller, juge adjoint de la Cour du District de Lowell, charge qu'il occupe encore aujourd'hui.

Il fut un des quinze membres fondateurs et ancien avocat-conseil du poste local, numéro 87, de la Légion américaine. Il fut aussi le premier commandeur du "Military Order of the World War".

Il fut greffier de l'ancien "Board of Trade" et directeur de la Nouvel-

le Chambre de Commerce. Le 12 octobre 1933, il était commissaire ordonnateur en chef de la parade N. R. A., dans laquelle figuraient toutes les différentes industries de la ville.

Il est directeur et vice-président de la Caisse Populaire Jeanne-d'Arc; syndic (Trustee) de la Mechanics Savings Bank de Lowell depuis 1921 et président de la Passaconaway Weaving and Knitting Co., Inc.

M. Eno est aussi secrétaire et membre du comité exécutif de l'Orphelinat Franco-Américain, secrétaire de la corporation légale des Pères Oblats Franco-Américains, trésorier de la Société Historique Franco-Américaine, et directeur de la "Friends of the Franco-American Review, Inc." de New-York.

Il fut directeur de la seconde Alliance Française de Lowell et un des organisateurs et présidents de la troisième Alliance Française en cette ville.

Le 4 mars 1924, il fut nommé par M. le lieutenant-gouverneur Narcisse Pélodeau, et il est encore, commissaire de la Province de Québec.

Il est aussi depuis 1928 un des arbitres nationaux choisis par l'"American Arbitration Association".

Il est membre des associations du barreau de Lowell, du comté de Middlesex, du Massachusetts et des Etats-Unis, et de la "Commercial Law League of America". Il est aussi vice-président de la "Law Society of Massachusetts".

M. Eno est en plus membre de l'Institut Français de Washington, de l'Association Catholique et du Club LaFayette de cette ville, de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique et du comité exécutif de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts.

En 1926 il fut secrétaire du comité chargé d'organiser les grandes fêtes du centenaire de la fondation de la Société des Oblats de Marie Immaculée et fit le discours de circonstance sur "l'oeuvre des Oblats à Lowell."

A l'occasion du cinquantenaire de la fondation des écoles paroissiales de Lowell, il fut vice-président du comité général et président du comité chargé de la réception à l'ambassadeur de la république française, M. André de Laboulaye. C'est lui qui lut l'adresse de bienvenue au nom des Franco-Américains de Lowell à Son Eminence le cardinal-archevêque de Québec, Mgr Rodrigue Villeneuve, O. M. I., à l'occasion de ces fêtes.

Il épousa le 1er mai 1923 Claire-B. Lamoureux, fille du Dr Joseph-E. Lamoureux et d'Alphonsine Rousseau. Trois enfants naquirent de ce mariage:

Arthur-Louis, né le 27 avril 1924; Jacqueline, née le 14 avril 1926, et Paul-Albert, né le 6 novembre 1932.

C'est M. Eno qui a préparé les documents nécessaires pour l'incorporation du Club des Citoyens-Américains, l'Association des Anciens Elèves du collège St-Joseph, le poste local de la Légion américaine, la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts, les Frères Maristes du Massachusetts, l'hôpital St-Joseph, le Club Franco-Américain de Naturalisation de Dracut, le Cercle St-Louis de Centralville, la Rose-G. Caisse, Inc., la Pawtucket Construction Co., la Northeastern Crushed Stone Co., la Hardy Furniture Co., la Passaconaway Weaving and Knitting Co. et plusieurs autres clubs et corporations.

Il peut compter parmi ses clients, en plus d'un très grand nombre de Franco-Américains, des Canadiens français, Canadiens anglais, Américains, Ecossais, Irlandais, Français, Belges, Allemands, Portugais, Italiens, Polonais, Russes, Turcs, Grecs, Juifs, Nègres, etc.

Contrairement à certaines rumeurs, M. Eno exerce toujours sa profession d'avocat dans les mêmes bureaux qu'il occupe depuis vingt ans, au numéro 219, édifice Hildreth, 45, rue Merrimack. Il demeure avec sa famille, 780, rue Andover.

Bibliographie: "Guides Franco-Américains", éditions de 1916, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935.

"The Civic Leaguer," Vol. II, Nos. 7-9, juillet-septembre 1927.

Conklin's "Middlesex County and Its People," Vol. III, P. 144.

Le "Messager", de New-York, Vol. II, No. 5. 1er juin 1931, P. 7, et Vol. XII, No 5, 1er mai 1936, P. 8.

"Who's Who in Government" édition de 1930.

"America's Young Men", seconde édition 1935-1936.

12- *Romeo E. David* (*1919-*)

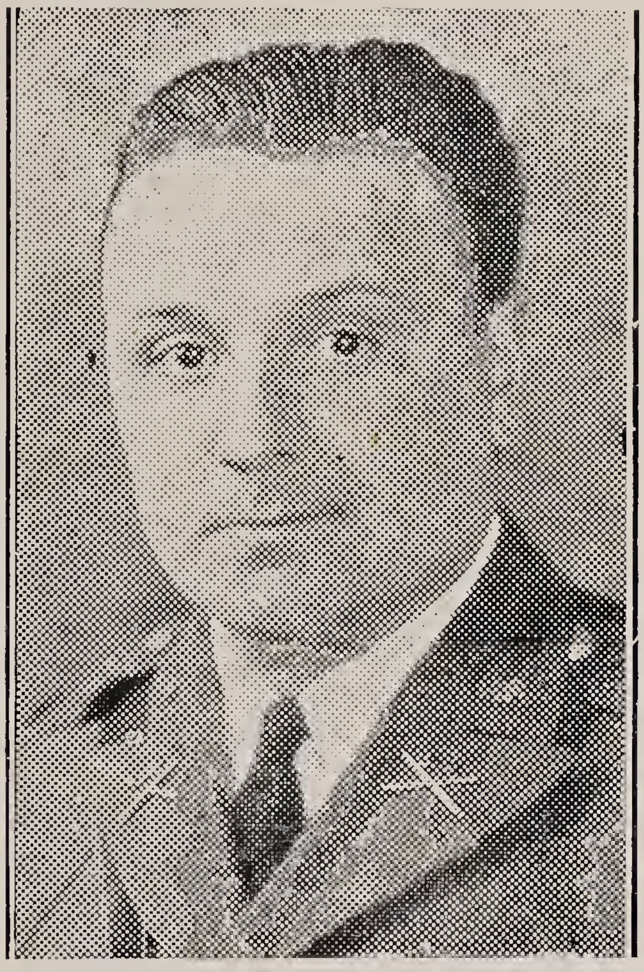
Me Roméo-E. David est né à Hull, P. Q., le 24 juin 1882, du mariage d'Etienne David et d'Azilda Dupuis.

Il fit ses études au collège McGill, à Montréal, et à l'Université de Boston.

Admis au barreau du Massachusetts le 16 septembre 1919, il maintint pendant quelque temps des bureaux dans l'édifice Mongeau, rue Merrimack, à Lowell, puis déménagea à Lawrence, Mass., où il exerce sa profession, tout en maintenant un autre bureau à Boston.

Il a épousé Eveline de Kastner, de qui il eut deux filles.

Il demeure actuellement avec sa famille à Arlington, Mass.



Napoleon J. Vigeant (*1921-*)

Me Napoléon-J. Vigeant naquit à Lowell le 18 octobre 1891 et fut pendant son enfance un des petits vendeurs du journal l'"Etoile". Il est le fils de feu Paul Vigeant, pendant plusieurs années un des principaux hommes d'affaires de cette ville, et de feue Virginie Veillette.

Il fit ses études au collège St-Joseph, au "Lowell High School", où il était capitaine d'une compagnie du régiment des étudiants, et au Boston College, où il fut admis au baccalauréat ès-arts en 1917. Il fit ses études de droit à l'université Harvard, y devenant bachelier en droit en 1921. Il fut admis au barreau du Massachusetts le 18 mars 1921.

Il débuta dans la pratique du droit à Boston avec Mes Allen & Barnes, puis fut de 1927 à 1931 l'associé de Me Albert-J. Blazon, avec bureaux à Lowell et Lawrence, Mass.

Cette firme ayant été dissoute, Me Napoléon-J. Vigeant ouvrit des nouveaux bureaux à son compte à Chicopee, Massachusetts, où, en 1934 et 1935, il fut procureur municipal.

Il a servi son pays dans le corps d'aviation durant la grande guerre et est actuellement capitaine dans la garde nationale de l'Etat.

Me Vigeant est célibataire et membre du comité exécutif de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts, du Club Laurier, de l'Union Canadienne de Chicopee, et de plusieurs autres sociétés.



Me. Xavier A. Delisle

14- Xavier A. Delisle (1921-   )

Fils de feu Théophile Délisle et de feue Béatrice Délisle, Me Xavier-A. Délisle est né à La Patrie, dans le comté de Compton, Province de Québec, le 27 novembre 1889.

Il émigra encore tout jeune à Lowell avec ses parents et fréquenta le collège St-Joseph de 1896 à 1903, et la "Lowell High School" de 1903 à 1906, l'année qu'il reçut son diplôme.

Après sa graduation, il fut employé par la compagnie de chemins de fer Boston and Maine comme investigateur des réclamations, de 1906 à 1912. Il démissionna en 1912 pour devenir secrétaire particulier de l'honorable John Jacob Rogers, membre du Congrès des Etats-Unis, et continua dans ces fonctions jusqu'en 1917, alors qu'il s'enrôla dans l'armée américaine en juillet 1917. Il fut greffier en chef et assistant de l'exécutif du service d'intelligence de l'armée expéditionnaire en France, à Chaumont, de juillet 1917 à mars 1919, alors qu'il fut licencié comme lieutenant.

A son retour de France, il reprit son travail avec M. Rogers et continua jusqu'au 1er avril 1922. Il fut nommé ce jour-là par le président des Etats-Unis, Warren G. Harding, directeur des postes à Lowell, charge qu'il occupa pendant les treize années suivantes, son mandat ayant été renouvelé par les présidents Coolidge et Hoover.

Il avait étudié le droit à l'Université Georgetown, à Washington, D. C., où il avait reçu le grade de bachelier en droit en 1917. Il fut admis au barreau du Massachusetts le 23 décembre 1921 et il exerce depuis sa profession à Lowell, actuellement, dans la pièce 329, édifice Hildreth. Il est exécuteur testamentaire et fidéicommissaire de plusieurs successions.

Il est membre et ancien president de l'Association Catholique, du Vesper-Country Club, de l'Association du barreau de Lowell et de plusieurs autres organisations.

En 1923, il épousa Virginia Laura White à la cathédrale St-Patrice à Washington, D. C.

Il demeure actuellement avec son épouse au numéro 30, rue Plymouth, Lowell.


FIRST JOB DELIVERY BOY FOR MILLINERY STORE - WHILE ATTENDING HIGH SCHOOL HE BECAME CLERK IN LAW OFFICE & SAVED MONEY TO GO TO LAW SCHOOL -
FOND OF GOLF - MEMBER OF ELKS, K. of C., C.M.A.C., CHAMBER OF COMMERCE & VESPER COUNTRY CLUB - - MARRIED & HAS 2 CHILDREN -
ART MORANT
BOYHOOD AMBITION TO BE A CIVIL ENGINEER - BORN IN LOWELL, EDUCATED IN LOWELL SCHOOLS AND NO. EASTERN UNIV. LAW SCHOOL, 1921 - - - ADMITTED TO BAR IN 1922 & WAS IN PARTNERSHIP WITH JUDGE ENO - IN 1927 FORMED PARTNERSHIP WITH HIS BROTHER, ALBERT L. AS BOURGEOIS & BOURGEOIS - -
HE IS CLERK OF DISTRICT COURT OF LOWELL - WAS ASS'T. CLERK IN DISTRICT COURT FROM 1922 TO 1934 AT WHICH TIME HE WAS APPOINTED TO PRESENT POSITION - MEMBER OF LOWELL & MIDDLESEX COUNTY BAR ASS'NS. - -
Raymond P. Bourgeois
— FROM MARION STUDIO PHOTO —

15- Raymond P. Bourgeois (1922-)

Né à Lowell le 2 avril 1898 et fils de feu Pierre Bourgeois et de Fabiola Gosselin, Me Raymond-P. Bourgeois commença sa vie par des exploits scolastiques.

Il fut "valedictorian" de la classe finissante lorsqu'il gradua de l'école Bartlett en 1912, ainsi que du "Lowell High School" en 1916, où il reçut en plus une des médailles Carney, données chaque année aux élèves les plus méritants. A cette dernière école il fut aussi lieutenant-colonel du régiment des étudiants ainsi que membre de la société dramatique.

Il s'initia de bonne heure à l'étude du droit, ayant été secrétaire de Me Arthur-L. Eno tout en finissant ses cours au high-school. Après sa graduation, il entra comme secrétaire dans les bureaux de Dunbar et Rogers, ce dernier député au Congrès des Etats-Unis.

Durant la grande guerre, il servit son pays dans la marine des Etats-Unis.

Il étudia le droit à l'Ecole de droit de l'université Northeastern, à Boston, y recevant en 1921 le grade de bachelier en droit.

Admis au barreau du Massachusetts le 17 mars 1922, il fut d'abord associé avec Me Arthur-L. Eno, sous la raison sociale Eno et Bourgeois, jusqu'en 1926, alors que son frère Albert-L. Bourgeois s'associa avec eux.

M. Eno ayant été nommé juge adjoint de la Cour du District de Lowell, l'ancienne firme fut dissoute et les frères Bourgeois formèrent une nouvelle association entre eux sous le nom de Bourgeois et Bourgeois. Ils ont actuellement leurs bureaux dans l'édifice Chalifoux, rue Merrimack.

En novembre 1922, Me Raymond-P. Bourgeois fut nommé assistant-greffier de la Cour de District de Lowell et en décembre 1934, il fut nommé greffier pour cinq ans par le gouverneur Joseph-B. Ely. En vertu d'un projet de loi arrêté en 1936, il est maintenant inamovible. Il est le quatrième à occuper cette charge dans les cent années de l'existence de cette cour. Lors de sa nomination, il était le seul Franco-Américain occupant une telle charge dans tout l'Etat.

Il est membre des clubs Lafayette, Elks, Lions, Yorick et Vesper-Country, des Chevaliers de Colomb, de l'Association Catholique, de la Société Historique Franco-Américaine et du poste local de la Légion américaine.

Le 2 avril 1923, il épousa Helen Clifford. Il est le père de deux enfants, Clifford et Thérèse.

Il demeure avec sa famille au numéro 31, Garden Road.



Me. J. Philippe Soucy

16- J. Philippe Soucy (1926-)

Né à Lowell le 29 novembre 1901, Me J.-Philippe Soucy est le fils de Joseph Soucy et de Laura Marcotte.

Il fréquenta d'abord les écoles publiques de Dracut, Mass., et obtint un diplôme de l'école élémentaire Kenwood en 1915. Il continua ses études au "Lowell High School", y recevant son diplôme en 1919, et à l'école préparatoire Huntington à Boston.

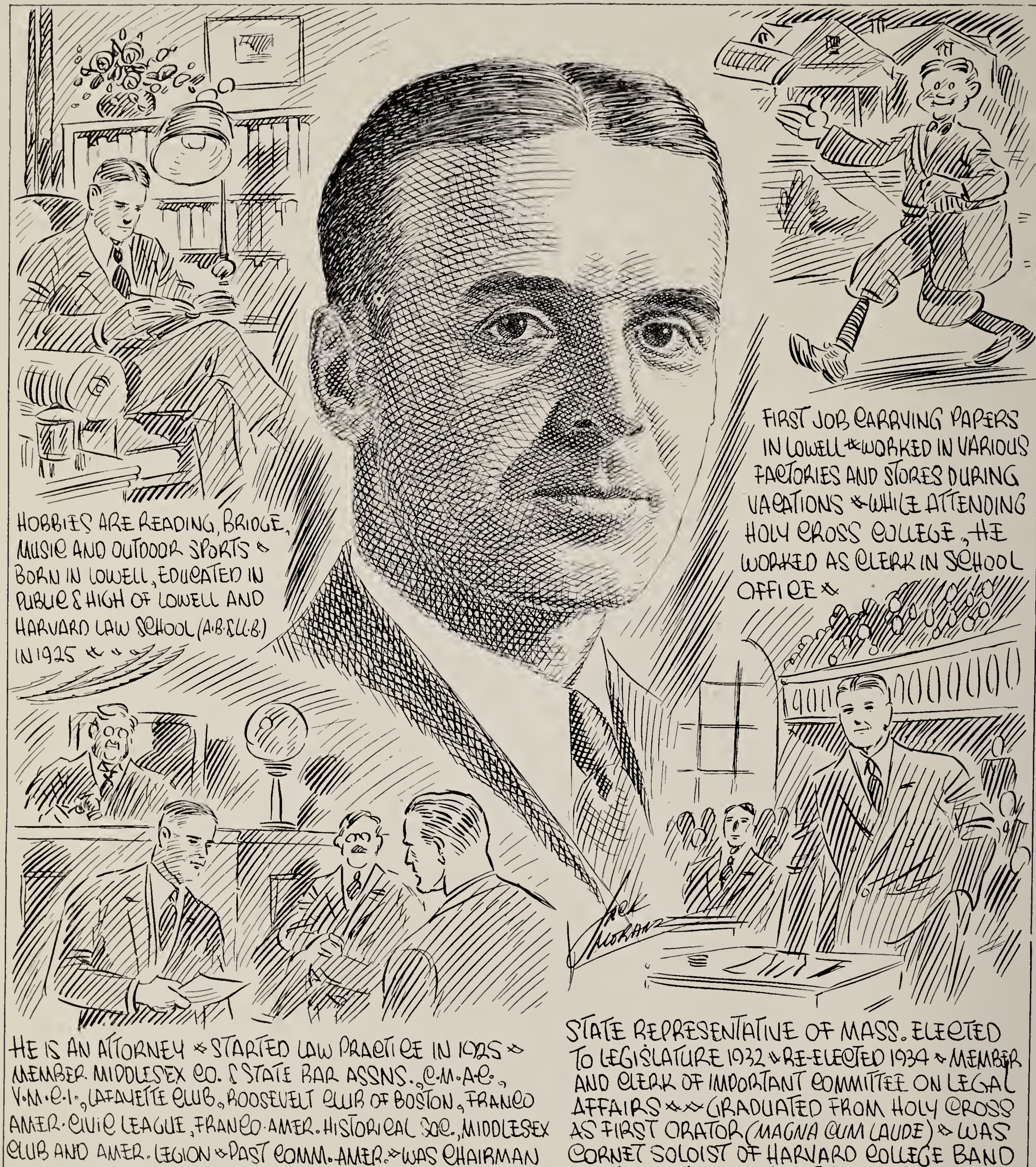
Il fit ses études de droit à l'Ecole de droit de l'université Northeastern, où il reçut le grade de bachelier en droit en 1924.

Il se prépara ensuite à la pratique du droit dans les bureaux de Me Albert-O. Hamel et fut admis au barreau du Massachusetts le 29 janvier 1926, et au barreau de la Cour du District du Massachusetts le 15 mars 1927.

Il ouvrit ses bureaux à Lowell immédiatement après son admission au barreau. De 1928 à 1936, il maintint un bureau auxiliaire à Gardner, Massachusetts, et de 1932-1933, il eut comme associé Me Eugène-O. Turcotte.

Au début de cette année, il fut nommé apurateur de la W. P. A. pour la ville de Lowell. Il a toujours des bureaux au numéro 219, Edifice Hildreth, de cette ville.

M. Soucy est célibataire et membre des clubs LaFayette et Fleur-de-Lys et de l'Association du barreau de Lowell.


HOBBIES ARE READING, BRIDGE, MUSIC AND OUTDOOR SPORTS ✧ BORN IN LOWELL, EDUCATED IN PUBLIC & HIGH OF LOWELL AND HARVARD LAW SCHOOL (A.B. & LL.B.) IN 1925 ✧ ✧
FIRST JOB CARRYING PAPERS IN LOWELL ✧ WORKED IN VARIOUS FACTORIES AND STORES DURING VACATIONS ✧ WHILE ATTENDING HOLY CROSS COLLEGE, HE WORKED AS CLERK IN SCHOOL OFFICE ✧
JACK MORAN
HE IS AN ATTORNEY ✧ STARTED LAW PRACTICE IN 1925 ✧ MEMBER MIDDLESEX CO. & STATE BAR ASSNS., C.M.A.C., Y.M.C.I., LAFAYETTE CLUB, ROOSEVELT CLUB OF BOSTON, FRANCO AMER. CIVIC LEAGUE, FRANCO-AMER. HISTORICAL SOC., MIDDLESEX CLUB AND AMER. LEGION ✧ PAST COMM. AMER. ✧ WAS CHAIRMAN MEMBERSHIP COMM. WHICH WON GOV. ALLEN CUP FOR LARGEST POST IN MASS ✧ WHILE COMM., HE ORGANIZED BOY SCOUT TROOP AND AMER. LEGION JR. BASEBALL TEAM ✧
STATE REPRESENTATIVE OF MASS. ELECTED TO LEGISLATURE 1932 ✧ RE-ELECTED 1934 ✧ MEMBER AND CLERK OF IMPORTANT COMMITTEE ON LEGAL AFFAIRS ✧ ✧ GRADUATED FROM HOLY CROSS AS FIRST ORATOR (MAGNA CUM LAUDE) ✧ WAS CORNET SOLOIST OF HARVARD COLLEGE BAND AND PLAYED TAPS ON ARMISTICE DAY BETWEEN HALVES OF HARVARD PRINCETON GAME ✧ ✧
Albert L. Bourgéois

17- Albert L. Bourgeois (1926-)

Me Albert-L. Bourgeois naquit à Lowell le 7 juin 1899, et est le frère de Me Raymond-P. Bourgeois, de qui nous avons déjà parlé.

Comme son frère Raymond, il fut "valedictorian" à l'école Bartlett, en graduant en 1914, "valedictorian" au "Lowell High School", à sa graduation en 1918, et là reçut aussi une médaille Carney et fut lieutenant-colonel du régiment. Il était membre de l'orchestre de l'école et de la société des débats. En 1917, il prit part à un concours oratoire sur la Ligue des Nations entre les écoles du Massachusetts. Son école fut victorieuse.

Après sa graduation, il s'enrôla dans le corps d'entraînement militaire des étudiants et devint sergent-major.

A la fin de la guerre, il poursuivit ses études au collège Holy Cross, à Worcester, Mass., y recevant le grade de bachelier ès arts avec la mention "magna cum laude" en 1912. Il fut l'orateur de la classe finissante et fit le discours de graduation. Au collège, il était membre de la société dramatique et un des rédacteurs de la revue littéraire du collège, "The Purple Patcher". Il était aussi membre de l'orchestre et de la fanfare. Il prit part à plusieurs débats entre divers collèges américains.

Pour obtenir les moyens de payer ses études, il lui fallut travailler durant ses vacances. Il reçut aussi une bourse d'écolier de quatre ans.

Il fit son droit à l'université Harvard, recevant son grade de bachelier en droit en 1925. Il fut membre de la fanfare de l'université pendant son séjour dans cette institution.

Admis au barreau du Massachusetts le 26 octobre 1926, il s'associa d'abord avec la firme Eno & Bourgeois, et en 1928 avec son frère, Raymond, sous la raison sociale Bourgeois et Bourgeois. Ensemble, ils continuent de pratiquer le droit dans leurs bureaux, édifice Chalifoux, rue Merrimack.

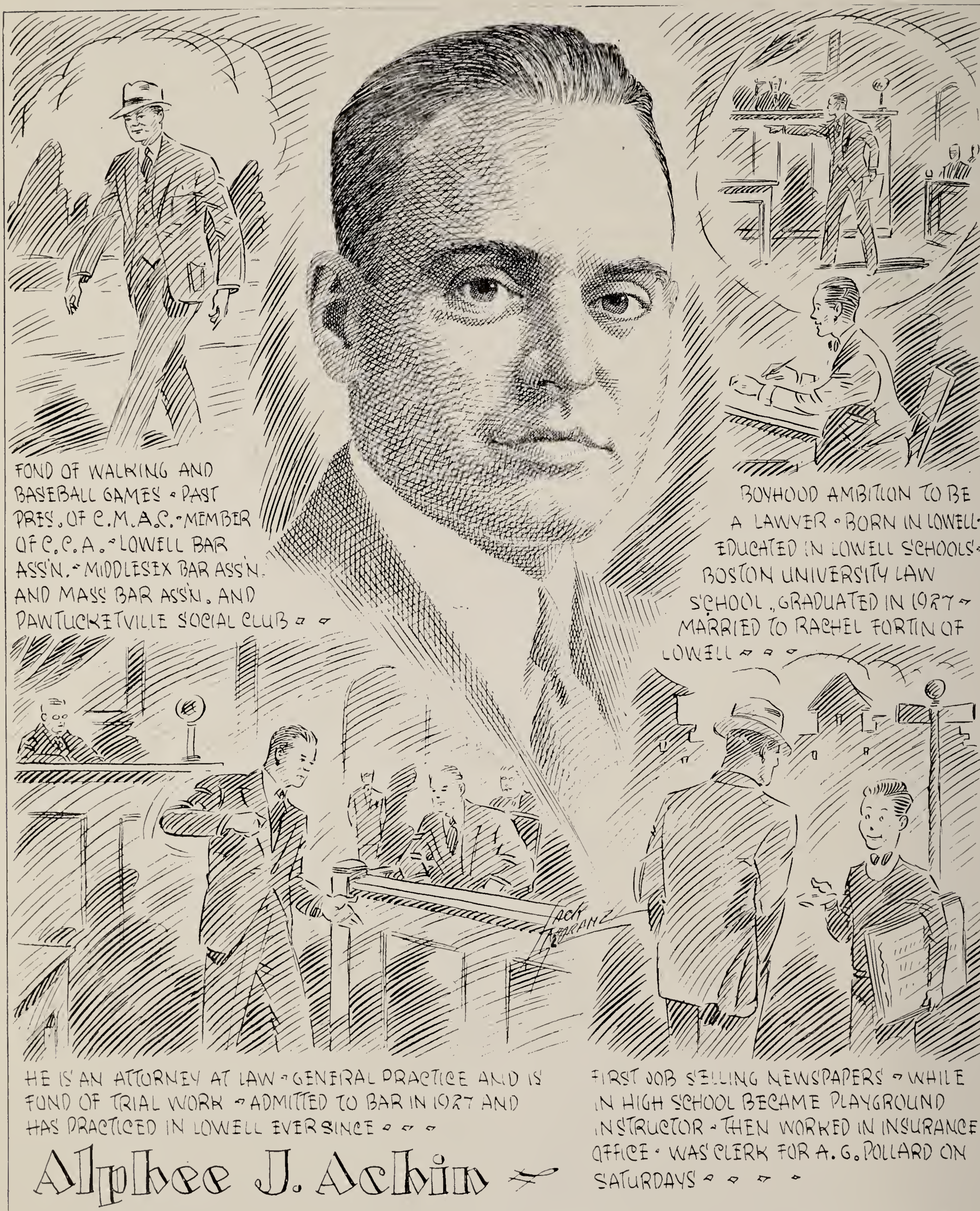
Me Albert-L. Bourgeois a été très actif dans plusieurs organisations. Il a été commandeur du poste local de la Légion américaine, étant le seul de sa nationalité à occuper ce poste. Comme vice-commandeur de cette organisation de vétérans, il était en charge du recrutement et sous sa direction 500 nouveaux membres furent enrôlés en une seule journée, groupe qui fut nommé "Edith Nourse Rogers Class" en l'honneur de notre populaire députée au Congrès des Etats-Unis. Il est aussi l'auteur du plan de recrutement "Edith Nourse Rogers", soumis aux 11,000 groupes de la Légion américaine. Il a aussi organisé une troupe de scouts parmi les fils des vétérans et une équipe de baseball pour les jeunes, qui chaque année a gagné le championnat du comté Middlesex, et cette année (1936) le championnat de l'Etat et de la région. C'est pendant qu'il était commandeur que le poste de Lowell fut incorporé et que $600 furent ajoutés au fonds de réserve.

Il fut secrétaire et est actuellement directeur de la "Lowell High School Alumni Association". Il est président du Club LaFayette, directeur de la Société Historique Franco-Américaine, membre de l'Association Catholique et un des vice-présidents de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts.

Il fut membre du comité de Lowell pour le deux-centième anniversaire de la naissance de George Washington.

En 1932, M. Bourgeois fut élu, et en 1934 réélu, député à la législature du Massachusetts. Il est membre du comité très important des affaires légales. Grâce à son activité, un projet de loi a été arrêté ordonnant au gouverneur de proclamer le 20 mai de chaque année comme jour de LaFayette, en l'honneur du célèbre ami de Washington et son plus illustre collaborateur dans la cause de la liberté américaine.

M. Bourgeois est encore célibataire et demeure avec sa vénérable mère au numéro 49, rue Frothingham.


FOND OF WALKING AND BASEBALL GAMES - PAST PRES. OF C.M.A.C. - MEMBER OF C.C.A. - LOWELL BAR ASS'N. - MIDDLESEX BAR ASS'N. AND MASS BAR ASS'N. AND PAWTUCKETVILLE SOCIAL CLUB
BOYHOOD AMBITION TO BE A LAWYER - BORN IN LOWELL - EDUCATED IN LOWELL SCHOOLS - BOSTON UNIVERSITY LAW SCHOOL, GRADUATED IN 1927 - MARRIED TO RACHEL FORTIN OF LOWELL
HE IS AN ATTORNEY AT LAW - GENERAL PRACTICE AND IS FOND OF TRIAL WORK - ADMITTED TO BAR IN 1927 AND HAS PRACTICED IN LOWELL EVER SINCE
Alphee J. Achin
FIRST JOB SELLING NEWSPAPERS - WHILE IN HIGH SCHOOL BECAME PLAYGROUND INSTRUCTOR - THEN WORKED IN INSURANCE OFFICE - WAS CLERK FOR A. G. POLLARD ON SATURDAYS

18- Alphee J. Achin (1927-   )

Me Alphée-J. Achin naquit en cette ville le 12 octobre 1903. Il est le flis de Henri Achin, père, un des plus vénérables citoyens de cette ville, et de feue Léah Cognac.

Il fit ses études au collège St-Joseph et à l'école publique Bartlett, recevant de cette dernière institution son diplôme en 1920. Il fréquenta ensuite le "high-school" de Lowell, où il fut très actif dans la "Greenhalge Debating Society" ainsi que capitaine de l'équipe de basketball. Il fut élu président de la classe finissante en 1924 et reçut son diplôme cette année-là.

Il poursuivit ensuite ses études du droit à l'Université de Boston et fut admis au barreau de cet Etat le 16 novembre 1927, et au barreau de la Cour du District des E.-U. le 3 mars 1930.

Il épousa le 14 septembre 1931 Rachelle Fortin, fille de feu Léonce Fortin et d'Amanda-M. Levasseur.

M. Achin a toujours montré un grand intérêt pour les sociétés fraternelles et fut vice-président et président de l'Association Catholique. Il a aussi été membre du Cercle Littéraire de cette organisation. Il s'intéresse beaucoup à la naturalisation des Canadiens français, ainsi qu'à tous les mouvements qui ont pour objet l'avancement des Franco-Américains. Il est souvent en demande pour adresser la parole dans les différents clubs de cet Etat et ses conférences, préparées avec un soin particulier, sont très appréciées par ceux qui ont le plaisir de les entendre.

Me Achin est membre des associations du barreau de Lowell et de Middlesex et des clubs Social de Pawtucketvile et des Citoyens-Américains.

Ses bureaux sont situés au numéro 500, édifice Hildreth.



Me. Paul R. Foisy

19- *Paul R. Foisy* (*1927-*)

Me Paul-R. Foisy naquit à Lowell le 1er mars 1900. Son père est Joseph-A. Foisy, un des fondateurs et un des membres les plus éminents de la paroisse St-Louis de France. Sa mère est née Marie-E. Mongrain. Pendant 28 ans, M. Foisy père, a été propriétaire d'une pâtisserie dans West Centralville, se retirant du commerce quelques années seulement avant sa mort le 28 août 1932.

Son fils Paul fit ses études aux écoles St-Louis, Greenhalge, et "Lowell High", recevant son diplôme de cette dernière institution en 1918.

En 1918, il était soldat étudiant au collège Holy Cross, à Worcester. Il fit ses études classiques au Boston College, recevant son grade de bachelier ès arts en 1922. Pendant son séjour à cette institution il était membre du "Glee Club", du "College Quartet", et des sociétés de fanfare et de débats. Il se spécialisa particulièrement dans l'étude de la jurisprudence.

Il étudia le droit à l'université Harvard, en 1922 et 1923, puis à l'Université de Boston, où il fut fait bachelier en droit en 1926.

Admis au barreau du Massachusetts le 16 novembre 1927, il exerce depuis cette date sa profession, associé avec Mes Kerwin et Gilbride dans l'édifice de la Banque Appleton, rue Central.

Entre 1930 et 1934, il fut sous-procureur du comté de Middlesex. Pendant quelques mois, en 1935 ainsi qu'en 1936, il fut greffier suppléant de la Cour du District de Lowell.

Le 6 avril 1932, il épousa Irène-M. Gilet, fille de Jacques et d'Hortense Gilet, qui était avant son mariage institutrice dans une école publique à Medford, Mass. Son père, Jacques Gilet, est le principal propriétaire de la Gilet Carbonizing Co. de Lowell et un des principaux industriels de cette ville.

M. Foisy est membre de l'Association Catholique et de son comité de finance. du club des Citoyens-Américains, du "Boston University Club", du Club républicain du Massachusetts, du Vesper-Country Club, de la Légion américaine et du "Lowell 40-8 Club". Il est aussi directeur et assistant-caissier de la Caisse Populaire Jeanne d'Arc, président de la Ligue Civique Franco-Américaine de Lowell, directeur de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts, directeur de l'Alliance Française de Lowell, directeur du club LaFayette et ex-président du "Boston College Club" de Lowell. Il est en plus membre du comité républicain de Lowell et fut délégué du quartier 8 de cette ville à la convention républicaine de l'Etat à Springfield en 1936.

Il est membre des associations du barreau de Lowell, du comté Middlesex et du Massachusetts, ainsi que de la "Blackstone Fraternity" de Lowell.



20- André J. Lavigne (1928-   )

Fils d'Alexis Lavigne et de Lydia Lecours, Me André-J. Lavigne naquit en cette ville le 19 janvier 1893. Il fit ses études à l'école élémentaire Pawtucket, finissant en 1906; au "Lowell High School", graduant en 1910; à l'école Textile de Lowell, graduant en 1918, et à la "Boston Normal Art School" durant 1918.

Il épousa Catherine Boddy le 24 août 1926.

M. Lavigne devint employé aux bureaux du génie civil de la ville de Lowell en 1911 et complète cette année sa vingt-cinquième année au service de la ville de Lowell.

Tout en vaquant aux devoirs de sa profession de génie civil, M. Lavigne étudia le droit le soir à l'école Suffolk, à Boston, où il reçut son grade de bachelier en droit en 1928. Il fut admis au barreau le 14 novembre de la même année.

Actuellement, il examine les titres des propriétés pour la ville de Lowell, tout en maintenant un bureau pour la pratique du droit dans l'édifice Mongeau.

Il est membre des Chevaliers de Colomb, de l'Association Catholique et du club LaFayette.



COUR SUPERIEURE



21- Eugene O. Turcotte (1930-   )

Fils d'Oswald Turcotte, populaire citoyen et propriétaire de la boulangerie Bradt, et de Minnie Gaudette, de Lowell, Me Eugène-O. Turcotte naquit en cette ville le 25 août 1905.

Il reçut ses diplômes du collège St-Joseph en 1919, du "Lowell High School" en 1923 et de l'école de droit Suffolk, à Boston, y devenant bachelier en droit en 1929.

Admis au barreau du Massachusetts le 23 avril 1930, il fut stagiaire pendant quelques temps aux bureaux du juge Arthur-L. Eno, à Lowell, puis associé de Me J.-Philippe Soucy, à Gardner, Massachusetts, en 1932 et 1933. Il entra ensuite dans les bureaux de Me William M. Quade, à Gardner, où il continue l'exercice de sa profession.

En 1934 et entre mai et août 1935, il remplit les fonctions de greffier de la première cour de district du nord de Worcester.

Le 30 janvier 1935, il épousa Rachel-A. Barthel, fille d'Eugène-E. Barthel et de Bernadette Trottier, de Gardner. Il est père d'une enfant, Suzannne, née le 14 février 1936.

Il est membre de l'Association Catholique de Lowell, de la loge des "Elks" de Gardner, du Club National, du Club Acadien de Gardner, de l'Union St-Jean-Baptiste et des Associations du barreau de Fitchburg et Worcester.



HOTEL DE VILLE, LOWELL, MASSACHUSETTS



L'honorable Dewey G. Archambault

22- L'honorable Dewey G. Archambault (1931-)

Pour la politique, la terre bénie de recrutement est le barreau: de là ont émergés la plupart des maires de la ville de Lowell.

L'Honorable Dewey-G. Archambault, le premier de sa race à occuper ce poste important, est né en cette ville le 3 septembre 1898. Il est le fils d'Amédée Archambault et de Rose-Flora Mineau, tous deux braves et estimables citoyens.

Il fit ses études au collège St-Joseph, à la "Lowell High School", et au collège St-Anselme, à Manchester, New-Hampshire et au Boston College.

Il fut associé pendant plusieurs années, après ses études, avec son père et son frère Henri dans le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de A. Archambault et Fils.

Après avoir obtenu un grand succès dans cette profession, il se décida à étudier le droit. Avec cette détermination qui explique son succès, il suivit pendant quatre ans des cours à l'école de droit Suffolk tout en continuant son travail avec ses père et frère.

Admis au barreau du Massachusetts le 1er mai 1931, il débuta immédiatement dans les bureaux de Me Albert-J. Blazon, avec qui il est encore associé dans l'édifice Hildreth.

A peine installé dans sa nouvelle profession, il flirta avec la politique en se présentant comme candidat à la mairie de Lowell en 1933. Après un échec honorable qui l'invitait d'essayer une seconde fois, il fut de nouveau candidat en 1935. Cette fois, un concours heureux de circonstances le porta à la plus haute charge de la ville pour les années 1936 et 1937.

Il a épousé le 22 juin 1922 Marguerite-E. Delorme, ancienne institutrice de cette ville, et de ce mariage sont nés trois enfants: Louise-M., le 7 novembre 1924; D.-Georges le 17 août 1927 et Victor le 4 mai 1929. Il demeure avec sa famille au numéro 197, rue Pawtucket.

Il fut président de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts et de Lowell, et il est membre de la C. M. A. C., de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique, de l'Association Canado-Américaine, des Eagles, du Club Social de Pawtucketville, du club LaFayette, du club Yorick, du Mt-Pleasant Golf Club, du cercle St-Louis et de la Société Historique Franco-Américaine.

II

AVOCATS DE LOWELL AYANT EXERCE LEUR PROFESSION AILLEURS QU'A LOWELL

1- Leon E. Choquette (1911-)

Né à Lowell, Mass., le 2 mai 1887, Me Léon-E. Choquette est le fils aîné des onze enfants de feu Elzéar-H. Choquette, un des plus zélés membres et ex-président de l'Association Catholique, et d'Annie Richards, qui demeure actuellement à New Bedford, Mass.

Maître Choquette fit ses études au collège St-Joseph, au "Lowell High School" et au "Lowell Commercial College."

Après un examen du service civil qu'il prit à Boston en 1911, il fut nommé greffier à la Land Office du département de l'intérieur des Etats-Unis, à Bismark, Dakota-Nord.

Pendant qu'il résidait dans cette ville il étudia le droit et devint avocat en 1911.

Il résigna sa position et durant les quinze années suivantes exerça sa profession à Havre, Montana. Le 15 mars 1926, il fut nommé par le gouverneur John E. Erickson, et il est encore, "State Land Agent" de l'Etat du Montana, administrant quelques 6,000,000 d'acres de terre consenties par le gouvernement fédéral au Montana, lors de son admission dans la confédération des Etats-Unis en 1889.

Pendant la grande guerre, à Havre, Montana, il était président des "Four Minute Men" et fut très actif dans les campagnes pour la vente des bons du gouvernement, pour recueillir des fonds pour les Chevaliers de Colomb, et pour la conservation des aliments. Il est démocrate en politique et très influent dans les conseils de ce parti.

Il est membre à vie des "Elks", ex-président de l'Association des Elks du Montana et actuellement syndic pour l'Etat. Il est aussi membre de la grande loge de cette société ainsi que directeur de leur maison de repos à Flathead Lake, Montana.

Il fut grand chevalier des Chevaliers de Colomb, député du district et député de l'Etat de cette société. Il a aussi été "Master Workman" de l'"Ancient Order of United Workmen."

Me Choquette épousa à Bismark Mary-B. Hanlon, et six enfants naquirent de cette union: Richard, Joseph, Dolores, Barbara, Paul et Joan.

2- *Edouard I. Vincent* (*1925-*)

Me Edouard-I. Vincent naquit à Lowell le 31 juillet 1902, du mariage de John-T. Vincent et de Dina Grégoire. Son père fut pendant un grand nombre d'années un des principaux hommes d'affaires de la ville de Lowell.

Il fit ses études au collège St-Joseph, en cette ville, recevant son diplôme en 1916, puis au juniorat du Sacré-Coeur des Pères Oblats de Marie-Immaculée, à Ottawa, Canada, en 1916 et 1917. Il poursuivit ensuite son cours classique au collège St-Anselme, à Manchester, N.-H., et fit son droit à l'Université catholique de Washington, D. C., où il devint bachelier en droit en 1924.

Admis au barreau du Massachusetts le 27 mars 1925 il débuta à Boston, Mass., avec un associé sous la raison sociale Vincent et White et là continua à exercer sa profession jusqu'en 1930.

En 1930, il fut admis au barreau de la Virginie occidentale et pratiqua sa profession à Welch et War, dans cet Etat, avec la firme Flanagan et Vincent, jusqu'à dernièrement.

Il épousa le 6 novembre 1930 Ann Rautenbusch, de Brockton, Mass. Une fille, Céline, naquit de cette union le 22 juillet 1932.

Il habite actuellement Brockton, Massachusetts.

3- *J. Andre Foisy* (*1927-*)

Me J.-André Foisy est le frère de Me Paul-R. Foisy. Il est né à Lowell le 2 février 1902.

Il fit ses études à l'école St-Louis de Lowell et au collège de l'Assomption à Worcester, Massachusetts, et au Boston College. A la fin de ses études du droit à l'Université de Boston, il fut admis bachelier en droit en 1926, et plus tard, après un cours supplémentaire, il reçut sa licence en droit.

Il fut admis au barreau du Massachusetts le même jour que son frère Paul, le 16 novembre 1927.

Il s'établit immédiatement à Salem, Mass., où il a depuis obtenu beaucoup de succès.

Il est un des fondateurs de la Salem Savings Bank. Il est directeur, apurateur des comptes et avocat de la Caisse Populaire St-Joseph, et trésorier et avocat de la Jefferson Investment Corporation, à Salem. Il est aussi commissaire des permis de sa ville adoptive et avocat de la St-John Mutual Benefit Insurance, Inc. Il est directeur de la Croix-Rouge, membre des Forestiers Catholiques, de la Société St-Jean-Baptiste et du Club Franco-Américain.

Me J.-Andry Foisy épousa le 16 juillet 1930 Juliette-M. Cashman, de Lowell, et il est père d'une enfant, Juliette-Marie, née le 12 janvier 1932.

Bibliographie: "History of Essex County Published by the American Historical Society, Inc."

4- *Charles E. Bourke* (1932-)

Me Charles-E. Bourk a eu une carrière des plus intéressantes. Fils d'Iréné Bourk et d'Alberta Lundagen, il naquit à New-Bedford, Massachusetts, le 17 novembre 1893. Ses parents s'établirent à Lowell pendant qu'il était encore enfant.

Il fréquenta le collège St-Joseph et la "Lowell High School", où il gradua. De 1915 à 1917, il était employé au Département de la Marine des Etats-Unis à Washington, D. C. tout en suivant des cours à l'école de droit de l'université Georgetown.

En 1917, il fut envoyé par le service d'intelligence de l'armée américaine à Athènes, en Grèce, en qualité d'assistant à l'attaché militaire américain. Avec lui, il voyagea, suivant l'armée anglaise en Egypte, aux Indes, en Perse, et en Mésopotamie.

De 1919 à 1922, il fut attaché à la légation américaine à Athènes, en Grèce, et à Budapest, en Roumanie.

Pendant les quatre années qui suivirent, il fut à l'emploi de la Standard Oil Co., en Roumanie.

De retour au pays, il fréquenta l'école de droit de l'Université de New-York, de 1926 à 1928. Entre 1928 et 1930, il fut secrétaire du président de l'Electric Bond and Share Co. de New-York, et voyagea en Europe pour cette compagnie de 1930 à 1931. En 1931, il continua ses études de droit à l'université de Boston et fut admis au barreau du Connecticut en 1932.

Il exerce depuis sa profession d'avocat à Bridgeport, Connecticut, associé à la firme Kiernan, Noonan et Bourk.

Il est marié, père de deux enfants, et demeure au no 452, Allyndale Drive, Stratford, Connecticut.

5- *Hector L. Gaudette* (1933-)

Le benjamin de tous les avocats franco-américains de Lowell est Me Hector-L. Gaudette.

Il est né à North Chelmsford, Massachusetts, le 13 décembre 1894, du mariage de Louis-J. Gaudette et d'Anna Gervais.

Il fit ses études et gradua du colgère St-Joseph en 1908; du Lowell Commercial College en 1910, du Universal Business Institute de New-York 1916; du Emerson Institute of Efficiency de New York en 1917; de la LaSalle Extension University de Chicago en 1920; de la Sherwin & Cody School of English de Rochester, N.-Y., en 1921; de la George-F. Baker School of Industrial Management de New-York en 1921; de l'université Columbia de New-York en 1931; de la LaSalle Extension University, Chicago, Illinois, L. L. B. 1926-1928 et du Blackstone Institute, L. L. B. 1928-1930.

Pendant cinq ans, il fut vice-président de la Thompson & Lichtner Co., Inc., de Boston, ingénieurs industriels. Il fut pendant trois ans premier comptable pour Lybrand Ross Bros. & Montgomery, à New-York, dix ans associé à feu Durward Earle Burchell, professeur à la "Graduate School of Business Administration" de l'université Harvard. Il fut aussi assistant-trésorier et comptable en chef pour la Gorton-Pen Fisheries Co. de Gloucester, Massachusetts, et comptable-manufacturier pour la Clinton Wire Cloth Co. de Clinton, Massachusetts.

Il fut admis au barreau du Massachusetts le 26 avril 1933, et il vient d'accepter la charge de directeur et assistant du président de la Firth Carpet Co. de New-York, une corporation de $5,000,000 ayant des usines à Auburn, Newbury et Firthcliffe, dans l'Etat de New York. Il est aussi comptable public breveté.

Il épousa le 31 décembre 1918, à Clinton, Massachusetts, Emma H. De Blois. Deux enfants naquirent de ce mariage, Hector-L., décédé, et Claire-Lucille.

Me Gaudette demeure actuellement avec sa famille au numéro 20, avenue Meadow, Bronxville, New-York.

III

AVOCATS AYANT RESIDE PENDANT QUELQUE TEMPS A LOWELL

Pour conclure cet opuscule, il suffit d'ajouter quelques noms d'avocats qui ne sont pas originaires de Lowell, et qui n'ont pas exercé leur profession en cette ville, mais y ont résidé pendant quelque temps.

●

1.—Edouard Vincelette (1887-   )

Son nom paraît dans l'annuaire d'adresses de la ville de Lowell de 1887 comme avocat, mais ne paraît pas sur le rôle des avocats à la Cour suprême de l'Etat.

Il avait peut-être été admis au barreau de la Province de Québec, mais c'est certain qu'il n'a jamais exercé sa profession à Lowell. Il a été rédacteur du "National" de Lowell en 1891 et fut pendant plusieurs années organiste à l'église St-Joseph de Lowell. Sa biographie relève plutôt des musiciens que des avocats.

●

2.—Félix-A. Bélisle (1888-   )

Il étudia le droit avec Me William-H. Anderson, à Lowell, et fut admis au barreau du comté de Worcester le 22 juin 1888. Il exerça sa profession dans la ville de Worcester, Massachusetts.

3.—Asa Auger (1895-   )

Me Auger était un collègue de Me Albert-O. Hamel et passa quelque temps avec lui à Lowell. Il fut admis au barreau du comté de Plymouth le 27 février 1895 et pratique encore le droit à New-Bedford, Massachusetts, où il obtient de brillants succès.

●

4.—Samuel-E. Lord (1904-   )

Ayant étudié le droit dans les bureaux de Me Albert-O. Hamel, Me Samuel-E. Lord fut admis au barreau du Massachusetts le 14 mars 1904 et débuta à Lawrence, Mass.

●

5.—L'honorable Alfred-J. Chrétien (1922-   )

L'honorable juge Alfred-J. Chrétien, de Manchester, New-Hampshire, demeurait à Lowell avec sa première épouse, feu Jeanne Brunelle, pendant qu'il faisait son droit à l'université Harvard. Aussitôt après son admission au barreau en 1922, Il s'installa à Manchester, New-Hampshire.

De 1925 à 1934, il fut "marshal" des Etats-Unis et depuis 1935, il est juge suppléant à Manchester, New-Hampshire.



ANCIENNE COUR DU DISTRICT 1875-1926